



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 7235

Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013

Date de dépôt : 23-01-2018

Date de l'avis du Conseil d'État : 30-05-2018

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
01-10-2018	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
23-01-2018	Déposé	7235/00	<u>5</u>
30-05-2018	Avis du Conseil d'État (29.5.2018)	7235/01	<u>33</u>
13-07-2018	Rapport de commission(s) : Commission de l'Economie Rapporteur(s) : Monsieur Franz Fayot	7235/02	<u>36</u>
24-07-2018	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°55 Une demande de dispense du second vote a été introduite	7235	<u>39</u>
31-07-2018	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (31-07-2018) Evacué par dispense du second vote (31-07-2018)	7235/03	<u>42</u>
12-07-2018	Commission de l'Economie Procès verbal (30) de la reunion du 12 juillet 2018	30	<u>45</u>
05-07-2018	Commission de l'Economie Procès verbal (28) de la reunion du 5 juillet 2018	28	<u>54</u>
21-08-2018	Publié au Mémorial A n°707 en page 1	7235	<u>63</u>

Résumé

Résumé du projet de loi N° 7235

La future loi, sans impact financier sur le budget de l'Etat, consiste dans un article unique qui approuve l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013.

7235/00

N° 7235

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2017-2018

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013

* * *

*(Dépôt: le 23.1.2018)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (18.1.2018).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs.....	2
4) Fiche financière.....	3
5) Fiche d'évaluation d'impact.....	4
6) Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite	7

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013.

Palais de Luxembourg, le 18 janvier 2018

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,*

Jean ASSELBORN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique. Est approuvé l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi consiste à approuver l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013.

Connaître sa position exacte dans l'espace et dans le temps, autant d'informations qu'il sera nécessaire d'obtenir de plus en plus fréquemment avec une grande fiabilité. Contrairement aux deux seuls réseaux de satellites de radionavigation existant actuellement, les systèmes russe, GLONASS, et américain, NAVSTAR, développés à des fins militaires, GALILEO est le premier à être construit pour satisfaire les besoins civils. Face à la demande civile, l'unique alternative au monopole américain est GALILEO. L'Europe aura la garantie de l'indépendance totale dans la navigation par satellite. La navigation par satellite étant un standard sur mer et dans l'air, on peut s'imaginer facilement les conséquences d'une rupture de la liaison, volontaire ou involontaire. Le système GALILEO assurera une complémentarité avec le système GPS américain actuel.

GALILEO repose sur une constellation de trente satellites (27 opérationnels et 3 de réserve) et des stations terrestres permettant de fournir des informations de positionnement à des usagers dans de nombreux secteurs tels que le transport (localisation de véhicules, recherche d'itinéraire, contrôle de la vitesse, systèmes de guidage, etc.), les services sociaux (par exemple aide aux handicapés ou aux personnes âgées), la justice et les douanes (contrôles frontaliers), les travaux publics (systèmes d'information géographique), le sauvetage de personnes en détresse ou les loisirs (orientation en mer et en montagne, etc.).

Depuis toujours, les hommes se sont servis du ciel pour s'orienter. Aujourd'hui, la navigation par satellite perpétue cette tradition tout en offrant, grâce à une technologie de pointe, une précision sans commune mesure avec celle qui résulte de la simple observation du soleil et des étoiles. Développée depuis une trentaine d'années à des fins essentiellement militaires à l'origine, elle permet à celui qui dispose d'un récepteur de capter des signaux émis par une constellation de satellites pour déterminer très précisément à tout instant sa position dans le temps et dans l'espace.

Le principe de fonctionnement est simple: les satellites de la constellation sont équipés d'une horloge atomique mesurant le temps avec une extrême précision. Ils émettent des signaux personnalisés indiquant leur heure de départ du satellite. Le récepteur au sol, intégré par exemple dans un téléphone portable, possède pour sa part en mémoire les coordonnées précises des orbites de tous les satellites de la constellation. Il peut ainsi en lisant le signal qui arrive reconnaître le satellite émetteur, déterminer le temps mis par le signal pour arriver jusqu'à lui et donc calculer la distance qui le sépare du satellite. Dès qu'un récepteur au sol reçoit les signaux d'au moins quatre satellites simultanément, il peut calculer sa position exacte.

Le secteur de la navigation par satellites sera l'un des principaux secteurs industriels du XXI^e siècle. Certains analystes estiment que la radionavigation par satellite constitue une invention comparable à celle de la montre. Moyennant le système européen de navigation par satellite GALILEO, l'Europe saura garantir ses parts dans un marché d'une importance globale, dont les retombées économiques escomptées sont importantes.

La constellation actuelle est composée de 18 satellites et permet déjà de fournir des services initiaux depuis octobre 2016. Cette constellation permet d'assurer trois services, à savoir:

- le service ouvert pour les applications normales de navigation,
- le service de recherche et secours pour les opérations de secours et
- le service public réglementé, crypté, destiné à être utilisé par les autorités.

Cet accord a pour objectif d'encourager, de faciliter et de renforcer la coopération à long terme entre les parties, et ce notamment par la participation de la Suisse aux programmes GNSS européens. Il

prévoit des activités de coopération en matière de spectre radioélectrique, recherche et formation scientifiques, passation de marchés, coopération industrielle, droits de propriété intellectuelle, contrôle des exportations, développement du commerce et du marché, normes, certification et mesures réglementaires, sécurité, échange d'informations classifiées, échanges de personnel et accès aux services.

Cette coopération sera régie dans le respect de 6 principes :

- l'avantage mutuel basé sur un équilibre global des droits et des obligations;
- les possibilités réciproques de prendre part à des activités de coopération dans le cadre de projets GNSS de l'Union européenne et de la Suisse;
- l'échange en temps opportun des informations susceptibles d'avoir une incidence sur les activités de coopération;
- la protection appropriée et effective des droits de propriété intellectuelle ;
- la liberté de fournir des services de navigation par satellite sur les territoires des parties;
- le commerce sans restriction de produits GNSS européens sur les territoires des parties.

Il est à noter qu'en tant que membre de l'Agence spatiale européenne, la Suisse a déjà contribué sur les plans technique et financier à la phase de développement des programmes Galileo et EGNOS. Elle a par ailleurs exprimé l'intention d'adopter et d'appliquer en temps voulu dans sa juridiction des mesures qui assurent un niveau de sécurité et de sûreté équivalent à celui qui existe dans l'Union européenne. La Suisse établit ainsi formellement une collaboration étroite portant sur tous les aspects des programmes GNSS européens. Cet accord permet donc à la Suisse d'être considérée comme un Etat participant à part entière aux programmes GNSS européens. Les acteurs industriels suisses pourront à l'avenir participer aux appels d'offres menés dans le cadre de ces programmes, même pour des activités nécessitant des mesures particulières en matière de sécurité, comme l'échange d'information classifiée. Avec cet accord, les industries suisses seront autorisées à fournir certaines technologies de niche pour Galileo et la Suisse sera plus activement impliquée dans les institutions et les comités qui participent à la gouvernance du programme. La Suisse contribuera aussi au financement des programmes. La contribution de la Suisse est calculée sur la base du facteur de proportionnalité, obtenu en établissant le rapport entre le produit intérieur brut, aux prix du marché, de la Suisse et la somme des produits intérieurs bruts, aux prix du marché, des États membres.

Par cet accord la Suisse, l'Union et ses États membres renforcent encore la coopération dans le domaine de la navigation par satellite. Cet accord confirme donc l'ambition que nourrit l'Union européenne de stimuler davantage la coopération internationale autour d'elle.

*

FICHE FINANCIERE

(article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget,
la comptabilité et la trésorerie de l'Etat)

L'accord de coopération entre l'Union européenne et la Confédération suisse n'a aucun impact financier sur le budget de l'État luxembourgeois.

*

FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013
Ministère initiateur :	Ministère de l'Économie
Auteur(s) :	M. Marc Serres
Téléphone :	247-86643
Courriel :	marc.serres@eco.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Approbation de l'accord de coopération par la Chambre des Députés dans le cadre de la procédure de ratification dudit accord
Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s) :	non
Date :	11.12.2017

Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s) : Oui Non
 Si oui, laquelle/lesquelles :
 Remarques/Observations :

2. Destinataires du projet :
 - Entreprises/Professions libérales : Oui Non
 - Citoyens : Oui Non
 - Administrations : Oui Non

3. Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui Non N.a.¹
 (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)
 Remarques/Observations :

4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non
 Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui Non
 Remarques/Observations :

5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui Non
 Remarques/Observations :

¹ N.a. : non applicable.

6. Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) Oui Non
- Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données interadministratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui Non N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴ ? Oui Non N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
8. Le projet prévoit-il :
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
 - des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
 - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui Non N.a.
- Si oui, laquelle :
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui Non N.a.
- Sinon, pourquoi ?
11. Le projet contribue-t-il en général à une :
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui Non
 - b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui Non
- Remarques/Observations :
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui Non N.a.
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ? Oui Non
- Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?
14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui Non N.a.
- Si oui, lequel ?
- Remarques/Observations :

2 Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

3 Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

4 Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

Egalité des chances

15. Le projet est-il :
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
 - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
 - Si oui, expliquez de quelle manière :
 - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
 - Si oui, expliquez pourquoi :
 - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
 - Si oui, expliquez de quelle manière :
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.
- Si oui, expliquez de quelle manière :

Directive « services »

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? Oui Non N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur : www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? Oui Non N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur : www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

*

⁵ Article 15, paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

ACCORD DE COOPERATION
entre l'Union Européenne et ses Etats membres, d'une
part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux
programmes européens de navigation par satellite

L'Union Européenne

et

Le Royaume de Belgique,
La République de Bulgarie,
La République tchèque,
Le Royaume de Danemark,
La République fédérale d'Allemagne,
La République d'Estonie,
L'Irlande,
La République Hellénique,
Le Royaume d'Espagne,
La République française,
La République croate,
La République italienne,
La République de Chypre,
La République de Lettonie,
La République de Lituanie,
Le Grand-Duché de Luxembourg,
La Hongrie,
La République de Malte,
Le Royaume des Pays-Bas,
La République d'Autriche,
La République de Pologne,
La République portugaise,
La Roumanie,
La République de Slovénie,
La République slovaque,
La République de Finlande,
Le Royaume de Suède,
Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord,

Parties contractantes au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ci-après dénommés „États membres“, d'une part,

et

la Confédération suisse,

ci-après dénommée „Suisse“, d'autre part, ci-après dénommés „partie“ ou „parties“,

Considérant l'intérêt mutuel pour le développement d'un système mondial de navigation par satellite (ci-après dénommé „GNSS“ pour Global Navigation Satellite Systems) spécifiquement conçu pour des usages civils,

Reconnaissant l'importance des programmes GNSS européens pour leur contribution à l'infrastructure de navigation et d'information dans l'Union européenne et en Suisse,

Considérant le développement croissant des applications GNSS dans l'Union européenne, en Suisse et dans d'autres régions du monde,

Considérant l'intérêt commun pour une coopération à long terme entre l'Union européenne, ses États membres et la Suisse dans le domaine de la navigation par satellite,

Reconnaissant l'étroite participation de la Suisse aux programmes Galileo et EGNOS depuis leurs phases de définition,

Considérant les résolutions du Conseil „Espace“, notamment celle sur la „politique spatiale européenne“ adoptée le 22 mai 2007, et celle sur le thème „Faire progresser la politique spatiale européenne“ adoptée le 29 septembre 2008, qui reconnaissent l'Union européenne, l'Agence spatiale européenne (ci-après dénommée „ESA“) et leurs États membres respectifs comme les trois principaux acteurs de la politique spatiale européenne, ainsi que la résolution „Défis mondiaux: tirer pleinement parti des systèmes spatiaux européens“ adoptée le 25 novembre 2010, qui invite la Commission européenne et l'ESA à faciliter, pour les États membres qui ne sont pas membres à la fois de l'Union européenne et de l'ESA, la participation à toutes les phases des programmes entrepris en collaboration,

Considérant la communication de la Commission du 4 avril 2011 intitulée „Vers une stratégie spatiale de l'Union européenne au service du citoyen“,

Désireux d'établir formellement une collaboration étroite portant sur tous les aspects des programmes GNSS européens,

Reconnaissant l'intérêt que la Suisse porte à tous les services GNSS fournis par EGNOS et Galileo, notamment au service public réglementé (ci-après dénommé „PRS“ pour Public Regulated Service),

Considérant l'accord de coopération scientifique et technique conclu le 25 juin 2007 entre la Communauté européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part,

Reconnaissant l'accord du 28 avril 2008 entre la Confédération suisse et l'Union européenne sur les procédures de sécurité pour l'échange d'informations classifiées (ci-après dénommé „accord de sécurité“),

Considérant les avantages inhérents à un niveau de protection des GNSS européens et de leurs services équivalent sur les territoires des parties,

Reconnaissant les obligations des parties en vertu du droit international, notamment celles qui incombent à la Suisse en sa qualité d'État neutre permanent,

Reconnaissant que le règlement (CE) n° 683/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 relatif à la poursuite de la mise en œuvre des programmes européens de radionavigation par satellite (EGNOS et Galileo)¹ dispose que la Communauté européenne est propriétaire de tous les biens corporels ou incorporels créés ou mis au point dans le cadre des programmes GNSS européens tels que définis par ledit règlement,

¹ JOUE L 196 du 24.7.2008, p. 1.

Considérant le règlement (UE) n° 912/2010 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2010 établissant l'Agence du GNSS européen¹,

Considérant la décision n° 1104/2011/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 relative aux modalités d'accès au service public réglementé offert par le système mondial de radionavigation par satellite issu du programme Galileo²,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

PARTIE I.

Dispositions générales

Article 1

Objectif

1. L'objectif du présent accord est d'encourager, de faciliter et de renforcer la coopération à long terme entre les parties dans le domaine de la navigation par satellite sous contrôle civil, et ce notamment par la participation de la Suisse aux programmes GNSS européens.
2. La forme et les conditions de la participation de la Suisse aux programmes sont fixées dans le présent accord.

Article 2

Définitions

Aux fins du présent accord, on entend par:

1. „systèmes mondiaux de navigation par satellite européens“ (GNSS européens), les systèmes créés par le programme Galileo et le système européen de navigation par recouvrement géostationnaire (EGNOS);
2. „extensions“, des mécanismes régionaux ou locaux tels que EGNOS, qui permettent aux utilisateurs de GNSS mondiaux d'obtenir de meilleures performances, notamment sur le plan de la précision, de la disponibilité, de l'intégrité et de la fiabilité;
3. „Galileo“, un système autonome européen de navigation et de synchronisation par satellite à couverture mondiale, placé sous contrôle civil et destiné à fournir des services GNSS conçus et développés par l'Union européenne, l'ESA et leurs États membres respectifs. L'exploitation de Galileo peut être cédée à un organe privé. Galileo vise à offrir un service ouvert, un service commercial, un service de sauvegarde de la vie et un service de recherche et de sauvetage, ainsi qu'un service public réglementé sécurisé à accès restreint spécifiquement conçu pour répondre aux besoins d'utilisateurs autorisés du secteur public;
4. „éléments locaux Galileo“, des mécanismes locaux qui fournissent aux utilisateurs de Galileo des signaux de navigation et de synchronisation par satellite avec des informations d'entrée qui s'ajoutent aux informations provenant de la constellation principale en service. Des éléments locaux peuvent être déployés pour obtenir des performances supplémentaires dans les alentours des aéroports et des ports maritimes, en milieu urbain ou dans les autres environnements désavantagés par leurs caractéristiques géographiques. Galileo fournira des modèles génériques pour les éléments locaux;
5. „équipement de navigation, de localisation et de synchronisation à couverture mondiale“, tout équipement destiné à un utilisateur final civil et conçu pour transmettre, recevoir ou traiter des signaux de navigation ou de synchronisation par satellite en vue de fournir un service, ou de fonctionner avec une extension régionale;

¹ JOUE L 276 du 20.10.2010 p. 11.

² JOUE L 287 du 4.11.2011, p. 1.

6. „service public réglementé“ (PRS), un service fourni par le système issu du programme Galileo, réservé aux utilisateurs autorisés par les autorités publiques, pour les applications sensibles qui exigent un contrôle d'accès efficace et un niveau élevé de continuité du service;
7. „mesure réglementaire“, toute loi, réglementation, politique, règle, procédure, décision ou action administrative similaire d'une des parties;
8. „interopérabilité“, l'aptitude des systèmes mondiaux et régionaux de navigation par satellite et des extensions, ainsi que des services qu'ils fournissent, à être utilisés ensemble pour fournir, au niveau de l'utilisateur, des capacités meilleures que celles qui seraient obtenues en utilisant uniquement le service ouvert d'un seul système;
9. „propriété intellectuelle“, la notion définie à l'article 2, point viii), de la convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, signée à Stockholm le 14 juillet 1967;
10. „information classifiée“, une information, sous quelque forme que ce soit, qui nécessite une protection contre une divulgation non autorisée susceptible de nuire, à des degrés divers, aux intérêts essentiels, y compris de sécurité nationale, des parties ou d'un État Membre. Sa classification est indiquée par une marque de classification. Une telle information est classifiée par les parties en accord avec les lois et règlements applicables et doit être protégée contre toute perte de confidentialité, d'intégrité et de disponibilité.

Article 3

Principes de la coopération

Les parties mènent les activités de coopération régies par le présent accord dans le respect des principes suivants:

1. l'avantage mutuel basé sur un équilibre global des droits et des obligations, y compris les contributions et l'accès à tous les services conformément à l'article 15;
2. les possibilités réciproques de prendre part à des activités de coopération dans le cadre de projets GNSS de l'Union européenne et de la Suisse;
3. l'échange en temps opportun des informations susceptibles d'avoir une incidence sur les activités de coopération;
4. la protection appropriée et effective des droits de propriété intellectuelle, comme il est indiqué à l'article 9;
5. la liberté de fournir des services de navigation par satellite sur les territoires des parties;
6. le commerce sans restriction de produits GNSS européens sur les territoires des parties.

PARTIE II

Dispositions relatives à la coopération

Article 4

Activités de coopération

1. Les secteurs ouverts aux activités de coopération en matière de navigation et de synchronisation par satellite sont les suivants: spectre radioélectrique, recherche et formation scientifiques, passation de marchés, coopération industrielle, droits de propriété intellectuelle, contrôle des exportations, développement du commerce et du marché, normes, certification et mesures réglementaires, sécurité, échange d'informations classifiées, échanges de personnel et accès aux services. Les parties ont la possibilité de modifier cette liste de secteurs conformément à l'article 25.
2. Le présent accord ne porte pas atteinte à l'autonomie institutionnelle de l'Union européenne pour ce qui est de la réglementation des programmes GNSS européens ni à la structure établie par l'Union européenne aux fins de l'exploitation de ces programmes. L'accord ne porte pas non plus atteinte aux mesures réglementaires applicables qui mettent en œuvre des engagements de non-prolifération, le contrôle à l'exportation et le contrôle des transferts intangibles de technologie. Il ne porte pas non plus atteinte aux mesures touchant la sécurité nationale.

3. Sous réserve de leurs dispositions réglementaires applicables, les parties favorisent, dans toute la mesure du possible, les activités de coopération menées en vertu du présent accord, en vue de fournir des possibilités comparables de participation à leurs activités dans les secteurs énumérés au paragraphe 1.

Article 5

Spectre radioélectrique

1. Les parties poursuivent la coopération et l'assistance réciproque en matière de spectre radioélectrique au sein de l'Union internationale des télécommunications (ci-après dénommée „UIT“), en tenant compte du „Memorandum of Understanding on the Management of ITU filings of the Galileo radio-navigation satellite service system“ signé le 5 novembre 2004.
2. Les parties échangent des informations sur les demandes de fréquences et protègent les attributions de fréquences appropriées pour Galileo afin d'assurer l'accessibilité des services Galileo au profit des utilisateurs du monde entier, notamment en Suisse et dans l'Union européenne.
3. Afin de protéger le spectre de radionavigation contre les perturbations et les interférences, les parties déterminent les sources d'interférences et cherchent des solutions mutuellement acceptables pour lutter contre ces interférences.
4. Rien dans le présent accord ne peut être interprété comme dérogeant aux dispositions applicables de l'UIT, notamment aux règlements des radiocommunications de l'UIT.

Article 6

Recherche et formation scientifiques

1. Les parties encouragent les activités communes de recherche et de formation dans le domaine des GNSS européens au moyen de programmes de recherche de l'Union européenne et de la Suisse et d'autres programmes de recherche pertinents des parties. Les activités conjointes de recherche contribuent à la planification de l'évolution future des GNSS européens.
2. Les parties définissent le mécanisme qui permettra de garantir des contacts fructueux et une participation efficace aux programmes de recherche pertinents.

Article 7

Marchés publics

1. En ce qui concerne les acquisitions relatives aux programmes GNSS européens, les parties appliquent leurs engagements au titre de l'accord sur les marchés publics (ci-après dénommé „AMP“) de l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommée „OMC“), ainsi qu'au titre de l'accord du 21 juin 1999 entre la Communauté européenne et la Confédération suisse sur certains aspects des marchés publics.
2. Sans préjudice de l'article XXIII de l'AMP (article III de l'AMP révisé), les entités suisses ont le droit de participer à la passation des marchés pour la fourniture de services liés aux programmes GNSS européens.

Article 8

Coopération industrielle

Les parties encouragent et soutiennent la coopération entre leurs industries, y compris par le biais d'entreprises communes et d'une participation suisse à des associations industrielles européennes, ainsi que d'une participation de l'Union européenne à des associations industrielles suisses, afin d'assurer le bon fonctionnement des systèmes européens de navigation par satellite et de promouvoir l'utilisation et le développement des applications et services Galileo.

*Article 9****Droits de propriété intellectuelle***

Pour faciliter la coopération industrielle, les parties accordent et assurent une protection adéquate et effective des droits de propriété intellectuelle dans les domaines et secteurs ayant un rapport avec la mise au point et l'exploitation des GNSS européens, conformément aux normes internationales les plus élevées établies par l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) de l'OMC, y compris en prévoyant des moyens efficaces permettant d'assurer le respect de ces normes.

*Article 10****Contrôle des exportations***

1. Afin de garantir l'application, entre les parties, d'une politique uniforme de contrôle des exportations et de non-prolifération en ce qui concerne les programmes GNSS européens, la Suisse adopte et applique, en temps voulu, dans sa juridiction et conformément à sa législation et à ses procédures nationales, des mesures de contrôle des exportations et de non-prolifération des technologies, données et biens spécifiquement conçus ou modifiés pour les programmes GNSS européens. Ces mesures assurent un niveau de contrôle des exportations et de non-prolifération équivalant à celui qui existe dans l'Union européenne.

2. S'il survient un événement pour lequel un niveau équivalent de contrôle des exportations et de non-prolifération tels qu'ils sont visés au paragraphe 1 du présent article ne peut pas être atteint, la procédure de l'article 22 s'applique.

*Article 11****Développement du commerce et du marché***

1. Les parties encouragent les échanges commerciaux, au sein de l'Union européenne et en Suisse, liés aux infrastructures de navigation par satellite et aux équipements de navigation, de localisation et de synchronisation à couverture mondiale, y compris les éléments locaux de Galileo et les applications en rapport avec les programmes GNSS européens, ainsi que les investissements y afférents.

2. Aux fins du paragraphe 1, les parties font mieux connaître au public les activités du programme Galileo dans le domaine de la navigation par satellite, identifient les obstacles susceptibles d'entraver la croissance des applications GNSS et prennent les mesures appropriées pour faciliter une telle croissance.

3. Pour identifier les besoins des utilisateurs et y répondre efficacement, les entités des parties peuvent utiliser le futur forum des utilisateurs des GNSS.

4. Le présent accord n'affecte pas les droits et les obligations des parties découlant de l'accord instituant l'OMC.

*Article 12****Normes, certification et mesures réglementaires***

1. Reconnaissant l'intérêt de coordonner les approches au sein des instances internationales de normalisation et de certification en ce qui concerne les services mondiaux de navigation par satellite, les parties conviennent, en particulier, de soutenir conjointement le développement de normes Galileo et EGNOS et de promouvoir leur application dans le monde entier, en insistant sur l'interopérabilité avec d'autres GNSS.

L'un des objectifs de ladite coordination est de promouvoir une utilisation étendue et novatrice des services Galileo comme norme mondiale de navigation et de synchronisation pour des finalités diverses:

service ouvert, service commercial, service de sauvegarde de la vie. Les parties instaurent des conditions favorables au développement des applications Galileo.

2. Afin de promouvoir et de mettre en œuvre les objectifs du présent accord, les parties coopèrent, le cas échéant, sur toutes les questions concernant les GNSS qui se posent notamment dans le cadre de l'Organisation de l'aviation civile internationale, de l'Organisation maritime internationale et de l'UIT.

3. Les parties veillent à ce que les mesures relatives aux normes techniques, à la certification et aux exigences et procédures d'autorisation concernant les GNSS européens ne constituent pas des entraves inutiles aux échanges commerciaux. Les exigences nationales sont fondées sur des critères transparents, objectifs, non discriminatoires et préalablement établis.

4. Les parties prennent les mesures réglementaires nécessaires pour permettre l'entière utilisation des récepteurs et des éléments terrestres et spatiaux Galileo sur les territoires relevant de leur juridiction. À cet égard, la Suisse réserve à Galileo, sur le territoire relevant de sa juridiction, un traitement qui n'est pas moins favorable que celui accordé à tout autre système offrant des services de radionavigation par satellite comparables.

Article 13

Sécurité

1. Afin de protéger les programmes GNSS européens contre les menaces telles que les abus, les interférences, les perturbations et les actes de malveillance, les parties prennent toutes les mesures réalisables pour assurer la continuité, la sûreté et la sécurité des services de navigation par satellite ainsi que de l'infrastructure et des actifs essentiels correspondants sur leur territoire, sans préjudice de l'article 4, paragraphe 2.

2. Aux fins du paragraphe 1, la Suisse adopte et applique en temps voulu, dans sa juridiction et conformément à sa législation et à ses procédures nationales, des mesures qui assurent un niveau de sécurité et de sûreté équivalent à celui qui existe dans l'Union européenne en ce qui concerne la protection, le contrôle et la gestion des actifs, des informations et des technologies sensibles des programmes GNSS européens face aux menaces et à la divulgation non souhaitée.

3. S'il survient un événement pour lequel un niveau de sécurité et de sûreté équivalent tel qu'il est visé au paragraphe 2 du présent article ne peut pas être atteint, la procédure de l'article 22 s'applique.

Article 14

Échanges d'informations classifiées

1. L'échange et la protection des informations classifiées de l'Union européenne s'effectuent conformément à l'accord sur la sécurité et à ses modalités d'application.

2. La Suisse peut échanger des informations classifiées portant une marque de classification nationale et concernant les programmes GNSS européens avec les États membres avec lesquels elle a conclu des accords bilatéraux à cet effet.

3. Les parties s'efforcent de mettre en place un cadre juridique complet et cohérent qui permet des échanges d'informations classifiées relatives au programme Galileo entre toutes les parties.

Article 15

Accès aux services

La Suisse a accès à tous les services GNSS européens faisant l'objet du présent accord, ainsi qu'au PRS faisant l'objet d'un accord distinct.

La Suisse a manifesté un intérêt pour le PRS, qu'elle considère comme un élément important de sa participation aux programmes GNSS européens. Les parties s'efforcent de conclure un accord sur le PRS afin d'assurer la participation suisse au PRS dès qu'une demande à cet effet est présentée par la Suisse et dès que la procédure prévue à l'article 218 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne est achevée.

Article 16

Participation à l'Agence du GNSS européen

La Suisse a le droit de participer à l'Agence du GNSS européen dans les conditions qui doivent être fixées dans un accord entre l'Union européenne et la Suisse. Ces négociations commenceront dès qu'une demande à cet effet est présentée par la Suisse et que les procédures nécessaires du côté de l'Union européenne sont achevées.

Article 17

Participation aux comités

Les représentants de la Suisse sont invités à participer, en qualité d'observateurs, aux comités institués pour la gestion, le développement et la mise en œuvre des activités entreprises dans le cadre des programmes GNSS européens, conformément aux règles et procédures applicables et sans droit de vote. Il s'agit, en particulier, de la participation au comité des programmes GNSS et au conseil pour la sécurité des GNSS, y compris leurs groupes de travail et leurs task forces.

PARTIE III

Dispositions financières

Article 18

Financement

La Suisse contribue au financement des programmes GNSS européens. La contribution de la Suisse est calculée sur la base du facteur de proportionnalité, obtenu en établissant le rapport entre le produit intérieur brut, aux prix du marché, de la Suisse et la somme des produits intérieurs bruts, aux prix du marché, des États membres.

Pour la période 2008-2013, la contribution suisse aux programmes GNSS européens s'élève à 80 050 870 EUR.

Le versement de ce montant s'effectue comme suit:

2013: 60 000 000 EUR

2014: 20 050 870 EUR

Pour la période à partir de 2014, le versement de la contribution suisse s'effectue chaque année.

PARTIE IV

Dispositions finales*Article 19***Responsabilité**

La Suisse n'étant pas propriétaire des GNSS européens, elle n'encourt aucune responsabilité liée à la propriété.

*Article 20***Comité mixte**

1. Il est institué un comité mixte, dénommé „comité GNSS Union européenne/Suisse“. Il est constitué de représentants des parties et responsable de la gestion et de la bonne application du présent accord. À cet effet, il formule des recommandations. Il prend des décisions dans les cas prévus par le présent accord, qui sont exécutées par les parties selon leurs propres règles. Les décisions du comité mixte sont prises d'un commun accord.

2. Le comité mixte établit son règlement intérieur, qui contient, entre autres dispositions, les modalités de convocation des réunions, de désignation de son président et de définition du mandat de ce dernier.

3. Le comité mixte se réunit en fonction des besoins. L'Union européenne ou la Suisse peut demander la convocation d'une réunion. Le comité mixte se réunit dans les quinze jours suivant une demande au titre de l'article 22, paragraphe 2.

4. Le comité mixte peut décider de constituer tout groupe de travail ou d'experts qu'il juge apte à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches.

5. Le comité mixte peut décider de modifier l'annexe I.

*Article 21***Consultations**

1. Aux fins de la bonne exécution du présent accord, les parties procèdent régulièrement à des échanges d'informations et, à la demande de l'une d'entre elles, se consultent au sein du comité mixte.

2. Les parties se consultent rapidement, à la demande de l'une d'entre elles, sur toute question concernant l'interprétation ou l'application du présent accord.

*Article 22***Mesures de sauvegarde**

1. Chaque partie peut, après consultation au sein du comité mixte, prendre les mesures de sauvegarde qui s'imposent, y compris la suspension d'une ou de plusieurs activités de coopération, si elle estime qu'un niveau équivalent de contrôle des exportations ou de sécurité n'est plus assuré entre les parties. Lorsque tout retard risque de compromettre le bon fonctionnement des GNSS, des mesures conservatoires provisoires peuvent être arrêtées, sans consultation préalable, à condition que des consultations soient engagées immédiatement après leur adoption.

2. La portée et la durée des mesures visées au paragraphe 1 sont limitées à ce qui est nécessaire pour régler la situation et assurer un juste équilibre entre les droits et les obligations découlant du présent

accord. L'autre partie peut demander au comité mixte d'entamer des consultations sur la proportionnalité de ces mesures. S'il est impossible de régler ce différend dans les six mois, celui-ci peut être soumis à une instance d'arbitrage contraignante par l'une des parties, conformément à la procédure prévue à l'annexe I. Aucune question d'interprétation de dispositions du présent accord qui sont identiques à des dispositions correspondantes du droit de l'Union européenne ne peut être réglée dans ce cadre.

Article 23

Règlement des différends

Sans préjudice de l'article 22, les différends concernant l'interprétation ou l'application du présent accord sont réglés par voie de consultations au sein du comité mixte.

Article 24

Annexes

Les annexes du présent accord font partie intégrante de celui-ci.

Article 25

Révision

Le présent accord peut être modifié et étendu à tout moment par accord mutuel entre les parties.

Article 26

Dénonciation

1. L'Union européenne ou la Suisse peut dénoncer le présent accord en notifiant sa décision à l'autre partie. Le présent accord cesse d'être applicable six mois après la réception de cette notification.
2. La dénonciation du présent accord ne porte pas atteinte à la validité ou à la durée des éventuelles dispositions convenues dans le cadre dudit accord, ni aux droits et obligations spécifiques établis en matière de propriété intellectuelle.
3. En cas de dénonciation du présent accord, le comité mixte fait une proposition afin de permettre aux parties de régler toute question en suspens ayant des conséquences financières, en tenant compte du principe du *pro rata temporis*.

Article 27

Entrée en vigueur

1. Le présent accord est approuvé par les parties selon les procédures internes qui leur sont propres. Il entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière notification d'approbation.
2. Nonobstant le paragraphe 1, la Suisse et l'Union européenne, pour ce qui est des éléments du présent accord relevant de la compétence de l'Union européenne, conviennent de l'appliquer provisoirement à compter du premier jour du mois suivant la date de la seconde notification confirmant l'achèvement des procédures nécessaires à cet effet.

Pendant l'application provisoire du présent accord, le comité mixte visé à l'article 20 est constitué de représentants de la Suisse et de l'Union européenne.
3. Le présent accord est conclu pour une période indéterminée.

4. Le présent accord est établi en double exemplaire en langues allemande, anglaise, bulgare, croate, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, chacun de ces textes faisant foi.

*

ANNEXE I

Procédure d'arbitrage

Si un différend est soumis à l'arbitrage, trois arbitres sont désignés, à moins que les parties n'en décident autrement.

Chaque partie désigne un arbitre dans les trente jours.

Les deux arbitres ainsi désignés nomment d'un commun accord un surarbitre qui n'est ressortissant d'aucune des parties. Si les arbitres ne peuvent se mettre d'accord dans un délai de deux mois suivant leur désignation, ils choisissent le surarbitre sur une liste de sept personnes établie par le comité mixte. Le comité mixte établit et tient à jour cette liste conformément à son règlement intérieur.

À moins que les parties n'en décident autrement, le tribunal arbitral fixe lui-même ses règles de procédure. Il prend ses décisions à la majorité.

*

ANNEXE II

Contribution financière de la Suisse aux programmes GNSS européens

1. Pour la période 2008-2013, la contribution financière à verser par la Suisse au budget de l'Union européenne afin de participer aux programmes GNSS européens s'établit comme suit (en euros):

<i>2013</i>	<i>2014</i>
60 000 000	20 050 870

Pour la période à partir de 2014, le versement de la contribution suisse s'effectue chaque année.

2. Le règlement financier applicable au budget général de l'Union³ et ses règles d'application⁴ s'appliquent, notamment à la gestion de la contribution de la Suisse.

3. Les frais de voyage et de séjour encourus par les représentants et experts de la Suisse dans le cadre de leur participation à des réunions organisées par la Commission en rapport avec la mise en œuvre des programmes sont remboursés par la Commission sur la même base et suivant les mêmes procédures que celles en vigueur pour les experts des États membres.

4. La Commission adresse à la Suisse un appel de fonds correspondant à sa contribution au budget des programmes, conformément au présent accord.

Cette contribution est exprimée en euros et versée sur un compte bancaire de la Commission libellé en euros.

3 Règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil (JOUE L 298 du 26.10.2012, p. 1).

4 Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JOUE L 362 du 31.12.2012, p. 1).

5. Les modalités de paiement sont les suivantes:

- a) En 2013, à la suite de l'entrée en application provisoire du présent accord, la Suisse verse sa contribution au plus tard trente jours après réception de l'appel de fonds.
- b) En 2014, la Suisse verse sa contribution (pour la période 2008 à 2013 et pour 2014) au plus tard trente jours après réception de l'appel de fonds. Cet appel de fonds n'est pas envoyé avant le 1^{er} juillet.
- c) En 2015 et les années suivantes, la Suisse verse sa contribution pour le 1^{er} avril, si l'appel de fonds est reçu par la Suisse au plus tard le 1^{er} mars. Si la Suisse reçoit l'appel de fonds après le 1^{er} mars, elle verse sa contribution au plus tard trente jours après sa réception.

Tout retard dans le versement de la contribution donne lieu au paiement d'intérêts par la Suisse sur le montant restant dû à la date d'échéance. Le taux d'intérêt correspond au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement, tel qu'il est publié au Journal officiel de l'Union européenne, série C, en vigueur le premier jour calendrier du mois de l'échéance, majoré de 3,5 points de pourcentage.

Съставено в Брюксел на осемнадесети декември две хиляди и тринадесета година.

Hecho en Bruselas, el dieciocho de diciembre de dos mil trece.

V Bruselu dne osmnáctého prosince dva tisíce třináct.

Udfærdiget i Bruxelles den attende december to tusind og tretten.

Geschehen zu Brüssel am achtzehnten Dezember zweitausenddreizehn.

Kahe tuhande kolmeteistkümnenda aasta detsembrikuu kaheksateistkümnendal päeval Brüsselis.

Έγινε στις Βρυξέλλες, στις δέκα οκτώ Δεκεμβρίου δύο χιλιάδες δεκατρία.

Done at Brussels on the eighteenth day of December in the year two thousand and thirteen.

Fait à Bruxelles, le dix-huit décembre deux mille treize.

Sastavljeno u Bruxellesu osamnaestog prosinca dvije tisuće trinaeste.

Fatto a Bruxelles, addì diciotto dicembre duemilatredecì.

Briselē, divi tūkstoši trīspadsmitā gada astoņpadsmitajā decembrī.

Priimta du tūkstančiai trylikų metų gruodžio aštuonioliką dieną Briuselyje.

Kelt Brüsszelben, a kétézer-tizenharmadik év december havának tizennyolcadik napján.

Magħmul fi Brussell, fit-tmintax-il jum ta' Diċembru tas-sena elfejn u tlettax.

Gedaan te Brussel, de achttiende december tweeduizend dertien.

Sporządzono w Brukseli dnia osiemnastego grudnia roku dwa tysiące trzynastego.

Feito em Bruxelas, em dezoito de dezembro de dois mil e treze.

Întocmit la Bruxelles la optsprezece decembrie două mii treisprezece.

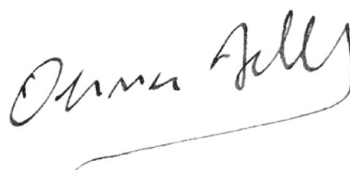
V Bruseli osemnásteho decembra dvetisíctrinást'.

V Bruslju, dne osemnajstega decembra leta dva tisoč trinajst.

Tehty Brysselissä kahdeksantentoista päivänä joulukuuta vuonna kaksituhattakolmetoista.

Som skedde i Bryssel den artonde december tjogohundratretton.

*Voor het Koninkrijk België
Pour le Royaume de Belgique
Für das Königreich Belgien*



За Република България



Za Českou republiku



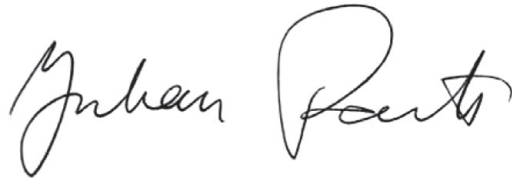
For Kongeriget Danmark



Für die Bundesrepublik Deutschland



Eesti Vabariigi nimel



*Thar cheann Na hÉireann
For Ireland*



Για την Ελληνική Δημοκρατία



Por el Reino de España



Pour la République française



Za Republiku Hrvatsku



Per la Repubblica italiana



Για την Κοπριακή Δημοκρατία



Latvijas Republikas vārdā –



Lietuvos Respublikos vardu



Pour le Grand-Duché de Luxembourg



Magyarország részéről



Għar-Repubblika ta' Malta



5/12/2013

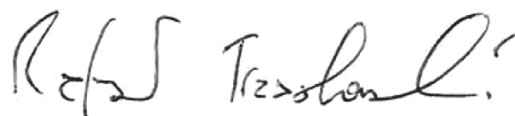
Voor het Koninkrijk der Nederlanden



Für die Republik Österreich



W imieniu Rzeczypospolitej Polskiej



Pela República Portuguesa



Pentru România



Za Republiko Slovenijo



Za Slovenskú republiku



*Suomen tasavallan puolesta
För Republiken Finland*



För Konungariket Sverige



*For the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland*



За Европейския съюз
 Por la Unión Europea
 Za Evropskou unii
 For Den Europæiske Union
 Für die Europäische Union
 Euroopa Liidu nimel
 Για την Ευρωπαϊκή Ένωση
 For the European Union
 Pour l'Union européenne
 Za Europejską uniję
 Per l'Unione europea
 Eiropas Savienības vārdā –
 Europos Sąjungos vardu
 Az Európai Unió részéről
 Għall-Unjoni Ewropea
 Voor de Europese Unie
 W imieniu Unii Europejskiej
 Pela União Europeia
 Pentru Uniunea Europeană
 Za Európsku úniu
 Za Evropsko unijo
 Euroopan unionin puolesta
 För Europeiska unionen

Für die Schweizerische Eidgenossenschaft
 Pour la Confédération suisse
 Per la Confederazione Svizzera

Предходният текст е заверено копие на оригинала, депозиран в архивите на Генералния секретариат на Съвета в Брюксел.

El texto que precede es copia certificada conforme del original depositado en los archivos de la Secretaría General del Consejo en Bruselas.

Předchozí text je ověřeným opisem originálu uloženého v archivu generálního sekretariátu Rady v Bruselu.

Foranstående tekst er en bekraeftet genpart af originaldokumentet deponeret i Rådets Generalsekretariats arkiver i Bruxelles.

Der vorstehende Text ist eine beglaubigte Abschrift des Originals, das im Archiv des Generalsekretariats des Rates in Brüssel hinterlegt ist.

Eelnev tekst on tõestatud koopia originaalist, mis on antud hoiule nõukogu peasekretariaadi arhiivi Brüsselis.

Το ανωτέρω κείμενο είναι ακριβές αντίγραφο του πρωτοτύπου που είναι κατατεθειμένο στο αρχείο της Γενικής Γραμματείας του Ευμβουλίου στις Βρυξέλλες.

The preceding text is a certified true copy of the original deposited in the archives of the General Secretariat of the Council in Brussels.

Le texte qui précède est une copie certifiée conforme à l'original déposé dans les archives du Secrétariat Général du Conseil à Bruxelles.

Tekst koji prethodi potvrđena je kopija vjerna originalu položenom u arhivu Glavnog tajništva Vijeća u Bruxellesu.

Il testo che precede è una copia certificata conforme all'originale depositato presso gli archivi del segretariato generale del Consiglio a Bruxelles.

Šis teksts ir apliecināta kopija, kas atbilst oriģinālam, kurš deponēts Padomes Ģenerālsēkretariāta arhīvos Briselē.

Pirmiau pateiktas tekstas yra Tarybos generalinio sekretoriato archyvuose Briuselyje deponuoto originalo patvirtinta kopija.

A fenti szöveg a Tanács Főtitkárságának brüsszeli irattárában letétbe helyezett eredeti példány hiteles másolata.

It-test preċedenti huwa kopja ċcertifikata vera tal-original iddepożitat fl-arkivji tas-Segretarjat Ġenerali tal-Kunsill fi Brussel.

De voorgaande tekst is het voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van het origineel, nedergelegd in de archieven van het secretariaat-generaal van de Raad te Brussel.

Powyższy tekst jest kopią poświadczoną za zgodność z oryginałem złożonym w archiwum Sekretariatu Generalnego Rady w Brukseli.

O texto que precede é uma cópia autenticada do original depositado nos arquivos do Secretariado-Geral do Conselho em Bruxelas.

Textul anterior constituie o copie certificată pentru conformitate a originalului depus în arhivele Secretariatului General al Consiliului la Bruxelles.

Predchádzajúci text je overenou kópiou oriģinálu, ktorý je uložený v archive Ģenerálneho sekretariátu Rady v Bruseli.

Zgornje besedilo je overjena verodostojna kopija izvirnika, ki je deponiran v arhivu generalnega sekretariata Sveta v Bruslju.

Edellä oleva teksti on oikeaksi todistettu jäljennös Brysselissä olevan neuvoston pääsihteeristön arkistoon talletetusta alkuperäisestä tekstistä.

Ovanstående text är en bestyrkt avskrift av det original som deponerats i rådets generalsekretariats arkiv i Bryssel.

Брюксел,
 Bruselas,
 Brusel,
 Bruxelles, den
 Brüssel, den
 Brüssel,
 Βρυξέλλες,
 Brussels,
 Bruxelles, le
 Bruxelles,
 Bruxelles, addi,
 Briselē,
 Briuselis,
 Brüsszel,
 Brussell,
 Brussel,
 Bruksela, dnia
 Bruxelas, em
 Bruxelles,
 Brusel,
 Bruselj,
 Bryssel,
 Bryssel den

20.12.2013

За Генералния секретар на Съвета на Европейския съюз
 Por el Secretario General del Consejo de la Unión Europea
 Za generálního tajemníka Rady Evropské unie
 For Generalsekretæren for Rådet for Den Europæiske Union
 Für den Generalsekretär des Rates des Europäischen Union
 Euroopa Liidu Nõukogu peasekretäri nimel
 Για τον Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρωπαϊκής Ένωσης
 For the Secretary-General of the Council of the European Union
 Pour le Secrétaire Général du Conseil de l'Union européenne
 Za glavnog tajnika Vijeća Europske unije
 Per il Segretario Generale del Consiglio dell'Unione europea
 Eiropas Savientbas Padomes Ģenerālsekretāra vārdā –
 Europos Sąjungos Tarybos generalinio sekretoriaus vardu
 Az Európai Unió Tanácsának főtájkára nevében
 Ġhas-Segretarju Ġenerali tal-Kunsill tal-Unjoni Ewropea
 Voor de Secretaris-Generaal van de Raad van de Europese Unie
 W imieniu Sekretarza Generalnego Rady Unii Europejskiej
 Pelo Secretário-Geral do Conselho da União Europeia
 Pentru Secretarul General al Consiliului Uniunii Europene
 Za generálneho tajomníka Rady Európskej únie
 Za generalnega sekretarja Sveta Evropske unije

Euroopan unionin neuvoston pääsihteerin puolesta
För generalsekreteraren för Europeiska unionens råd

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Piétras'. The signature is stylized with a large initial 'P' and a long horizontal stroke extending to the right.

J. PIETRAS
Directeur Général

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7235/01

N° 7235¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2017-2018

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(29.5.2018)

Par dépêche du 16 janvier 2018, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de loi sous rubrique, sur demande du ministre des Affaires étrangères et européennes.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs, une fiche d'évaluation d'impact, une fiche financière ainsi que le texte de l'Accord à approuver.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet de loi sous rubrique vise à approuver l'Accord de coopération relatif aux programmes européens de navigation par satellite conclu entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part. Cet Accord, qui a pour objet renforcer le partenariat existant de longue date entre l'Union européenne et la Suisse dans le domaine de la radionavigation par satellite, a été appliqué provisoirement depuis le 1^{er} janvier 2014¹. Dans ce contexte, il convient de relever que la Suisse a présenté sa demande de participation à l'Agence du GNSS européen le 20 mai 2014 conformément à l'article 16 de l'Accord de coopération sous avis. La Commission européenne a, quant à elle, publié, en date du 20 novembre 2017, sa recommandation de décision du Conseil autorisant la Commission à ouvrir des négociations avec la Confédération suisse en vue de la conclusion d'un accord fixant les modalités et conditions de la participation de la Confédération suisse à l'Agence du GNSS européen.

Le texte de l'Accord n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.

*

¹ JO L 15 du 20 janvier 2014, p. 1.

EXAMEN DE L'ARTICLE UNIQUE

Article unique

Le texte de l'article unique sous examen n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État quant au fond.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 21 votants, le 29 mai 2018.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Georges WIVENES

7235/02

N° 7235²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2017-2018

PROJET DE LOI

**portant approbation de l'Accord de coopération entre
l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part,
et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux
programmes européens de navigation par satellite,
fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013**

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ECONOMIE

(12.7.2018)

La Commission se compose de : M. Franz FAYOT, Président-Rapporteur ; Mme Diane ADEHM, M. Gérard ANZIA, M. André BAULER, Mme Simone BEISSEL, Mme Tess BURTON, M. Félix EISCHEN, Mme Joëlle ELVINGER, M. Léon GLODEN, M. Claude HAAGEN, Mme Françoise HETTO-GAASCH, M. Laurent MOSAR, M. Roy REDING, Membres.

*

1) ANTECEDENTS

Le 23 janvier 2018, le projet de loi n° 7235 a été déposé à la Chambre des Députés par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes.

L'article unique du projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, des fiches financière et d'évaluation d'impact ainsi que de l'accord de coopération à approuver.

Le 29 mai 2018, le Conseil d'Etat a rendu son avis.

Lors de sa réunion du 5 juillet 2018, la Commission de l'Economie a désigné son président, Monsieur Franz Fayot, comme rapporteur du projet de loi. Au cours de cette même réunion, la commission a examiné tant le projet de loi que l'avis du Conseil d'Etat et a décidé de procéder à la rédaction d'un projet de rapport.

Le 12 juillet 2018, la Commission de l'Economie a adopté le présent rapport.

*

2) OBJET DU PROJET DE LOI

L'article unique de la future loi vise à approuver l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013.

La raison d'être de cet accord fait l'objet d'une explication au niveau de l'exposé des motifs joint au texte du projet de loi déposé par le gouvernement le 23 janvier 2018. A ce sujet, le présent rapport peut donc se limiter à renvoyer au document de dépôt.

Ce projet de loi n'a aucun impact financier sur le budget de l'Etat.

*

3) AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 29 mai 2018, ni le texte de l'Accord, ni le texte de l'article unique n'appellent une observation de la part du Conseil d'Etat.

*

4) COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

Article sans observation – ni de la part du Conseil d'Etat, ni de la part de la Commission de l'Economie.

*

5) TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

Compte tenu de ce qui précède, la Commission de l'Economie recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi n° 7235 dans la teneur qui suit :

*

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013

Article unique. Est approuvé l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013.

Luxembourg, le 12 juillet 2018

Le Président-Rapporteur,
Franz FAYOT

7235

Bulletin de Vote (Vote Public)

Date: 24/07/2018 17:33:34

Scrutin: 3

Vote: PL 7235 Prog. euro. de nav. par satel.

Description: Projet de loi 7235

Président: M. Di Bartolomeo Mars

Secrétaire A: M. Frieseisen Claude

Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	54	0	0	54
Procuration:	6	0	0	6
Total:	60	0	0	60

Nom du député Vote (Procuration) Nom du député Vote (Procuration)

CSV

Mme Adehm Diane	Oui		Mme Andrich-Duval Sylvie	Oui	
Mme Arendt Nancy	Oui		M. Eicher Emile	Oui	
M. Eischen Félix	Oui		M. Gloden Léon	Oui	
M. Halsdorf Jean-Marie	Oui		Mme Hansen Martine	Oui	
Mme Hetto-Gaasch Françoise	Oui		M. Kaes Aly	Oui	
Mme Konsbruck Claudine	Oui		M. Lies Marc	Oui	
Mme Mergen Martine	Oui		M. Meyers Paul-Henri	Oui	
Mme Modert Octavie	Oui		M. Mosar Laurent	Oui	
M. Roth Gilles	Oui		M. Schank Marco	Oui	(Mme Klossner Heidi)
M. Spautz Marc	Oui		M. Wiseler Claude	Oui	(M. Spautz Marc)
M. Wolter Michel	Oui		M. Zeimet Laurent	Oui	(Mme Adehm Diane)

17. Wilsen Serge Oui (M. Halsdorf J-H)

LSAP

M. Angel Marc	Oui		M. Arndt Fränk	Oui	
Mme Asselborn-Bintz Simone	Oui		M. Bodry Alex	Oui	
Mme Bofferding Taina	Oui		Mme Burton Tess	Oui	
M. Cruchten Yves	Oui		Mme Dall'Agnol Claudia	Oui	
M. Di Bartolomeo Mars	Oui		M. Engel Georges	Oui	
M. Fayot Franz	Oui		M. Haagen Claude	Oui	
Mme Hemmen Cécile	Oui				

déi gréng

M. Anzia Gérard	Oui		M. Kox Henri	Oui	
Mme Lorsché Josée	Oui		Mme Loschetter Viviane	Oui	
Mme Tanson Sam	Oui		M. Traversini Roberto	Oui	(Mme Loschetter Viviane)

DP

M. Bauler André	Oui		M. Baum Gilles	Oui	
Mme Beissel Simone	Oui		M. Berger Eugène	Oui	
M. Colabianchi Frank	Oui		M. Delles Lex	Oui	
Mme Elvinger Joëlle	Oui		M. Graas Gusty	Oui	
M. Hahn Max	Oui		M. Krieps Alexander	Oui	
M. Lamberty Claude	Oui		M. Mertens Edy	Oui	
Mme Polfer Lydie	Oui	(M. Bauler André)			

déi Lénk

M. Baum Marc	Oui		M. Wagner David	Oui	
--------------	-----	--	-----------------	-----	--

ADR

M. Gibéryen Gast	Oui		M. Kartheiser Fernand	Oui	
M. Reding Roy	Oui				

Le Président:

Le Secrétaire général:

Bulletin de Vote (Vote Public)

Date: 24/07/2018 17:33:34

Scrutin: 3

Vote: PL 7235 Prog. euro. de nav. par satel.

Description: Projet de loi 7235

Président: M. Di Bartolomeo Mars

Secrétaire A: M. Frieseisen Claude

Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	55	0	0	55
Procuration:	4	0	0	4
Total:	60	0	0	60

Nom du député

Vote

(Procuration)

Nom du député

Vote

(Procuration)

n'ont pas participé au vote:

CSV

~~M. Wilmes Serge~~

Le Président:

Le Secrétaire général:

7235/03

N° 7235³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2017-2018

PROJET DE LOI

**portant approbation de l'Accord de coopération entre
l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part,
et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux
programmes européens de navigation par satellite,
fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013**

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(27.7.2018)

Le Conseil d'État,

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés, du 24 juillet 2018 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

**portant approbation de l'Accord de coopération entre
l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part,
et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux
programmes européens de navigation par satellite,
fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 24 juillet 2018 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'État en sa séance du 29 mai 2018 ;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 14 votants, le 27 juillet 2018.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président du Conseil d'État,
Georges WIVENES

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

30



Commission de l'Economie

Procès-verbal de la réunion du 12 juillet 2018

Ordre du jour :

1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 29 mars 2018
2. 7169 Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique
- Rapporteur : Madame Tess Burton

- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 7235 Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013
- Rapporteur : Monsieur Franz Fayot

- Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. 7207 Projet de loi instaurant un régime d'aide dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012
- Rapporteur : Madame Tess Burton

- Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
5. COM(2018)441 Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme en faveur du marché unique, de la compétitivité des entreprises, dont les petites et moyennes entreprises, et des statistiques européennes et abrogeant les règlements (UE) n° 99/2013, (UE) n° 1287/2013, (UE) n° 254/2014, (UE) n° 258/2014, (UE) n° 652/2014 et (UE) 2017/826

- Présentation de la proposition
- Contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité
6. Divers (ordre du jour de la prochaine réunion)

*

Présents : M. Gérard Anzia, M. André Bauler, Mme Simone Beissel, Mme Tess Burton, Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, M. Léon Gloden, Mme Françoise

Hetto-Gaasch, M. Laurent Mosar, M. Roy Reding

M. Charles Goerens, membre du Parlement européen

M. François Knaff, Mme Marie-Josée Ries, Mme Stéphanie Schmitz, du Ministère de l'Economie

M. Timon Oesch, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Diane Adehm, M. Félix Eischen, M. Claude Haagen

*

Présidence : M. Franz Fayot, Président de la Commission

*

1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 29 mars 2018

Le projet de procès-verbal susmentionné est approuvé.

2. 7169 Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

- Présentation et adoption d'un projet de rapport

Madame le Rapporteur présente succinctement son projet de rapport, transmis au préalable aux membres de la Commission de l'Economie et propose d'opter pour un temps de parole en séance publique suivant le modèle 1.

Débat :

Une intervenante donne à considérer que ce projet de loi, avec les nombreux **projets infrastructurels et autres** à travers l'ensemble du pays qu'il soutient, soutiendra ou incitera, permet et mérite un débat plus en profondeur en séance publique. L'intervenante critique que le projet de rapport présenté ne fait pas mention des nombreux projets qui seront subventionnés durant les années à venir.

Madame le Rapporteur réplique que lesdits projets, dont certains ont également été évoqués lors des travaux en commission, feront l'objet d'un règlement grand-ducal qui les énumère et que le projet de règlement grand-ducal afférent était joint au document de dépôt et peut y être consulté.

L'intervenante insiste à ce que ladite liste¹ soit intégrée au projet de rapport, ceci dans l'intérêt de son exhaustivité et de la transparence par rapport aux citoyens.

¹ Deux tableaux.

Monsieur le Secrétaire-administrateur remarque que rien ne s'oppose à transférer cette énumération du projet de règlement grand-ducal dans le rapport de la commission.

Conclusion, vote et temps de parole :

La Commission de l'Economie décide de compléter son commentaire des articles par l'indication des projets déjà retenus susceptibles d'être subventionnés par l'Etat en exécution de cette future loi.

Constatant que plus aucune question ni observation ne semblent s'imposer, Monsieur le Président fait procéder au vote.

Le projet de rapport, tel que complété, est adopté à l'unanimité des membres présents de la commission.

Il est décidé de proposer un temps de parole suivant le modèle 1.

3. 7235

Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013

- Présentation et adoption d'un projet de rapport

Renvoyant à la précédente réunion du 5 juillet 2018 dans laquelle le projet de loi sous rubrique a été présenté, Monsieur le Président-Rapporteur résume son projet de rapport, transmis préalablement aux membres de la Commission de l'Economie.

Vote et temps de parole :

Constatant que plus aucune question ni observation ne semblent s'imposer, Monsieur le Président-Rapporteur fait procéder au vote. Son projet de rapport est adopté à l'unanimité des membres présents de la commission.

Pour ce qui est du temps de parole en séance publique, le porte-parole des membres du groupe parlementaire CSV propose de se limiter à la présentation du rapport (présentation sans débat). Tant lui, que le porte-parole du groupe parlementaire DP marquent déjà leur accord au projet de loi.

Après une courte discussion, la Commission de l'Economie décide de proposer un temps de parole pour le Rapporteur suivant le modèle de base, tout en renonçant au débat.

4. 7207

Projet de loi instaurant un régime d'aide dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012

- Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

Monsieur le Président note que l'avis complémentaire du Conseil d'Etat se limite en fait à une seule proposition d'ordre légistique visant l'article 3 du projet de loi.

Le représentant du Ministère dit pouvoir accepter ladite proposition.

Partant, la Commission de l'Economie invite Madame le Rapporteur à procéder à la rédaction de son projet de rapport, rapport qui devrait être présenté à la commission la semaine prochaine.

La fixation de cette prochaine réunion provoque une brève discussion (devrait avoir lieu immédiatement au préalable d'une des prochaines séances publiques).

5. COM(2018)441 Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme en faveur du marché unique, de la compétitivité des entreprises, dont les petites et moyennes entreprises, et des statistiques européennes et abrogeant les règlements (UE) n° 99/2013, (UE) n° 1287/2013, (UE) n° 254/2014, (UE) n° 258/2014, (UE) n° 652/2014 et (UE) 2017/826

- Présentation de la proposition

Pour cette présentation, il est renvoyé à l'exposé des motifs joint à la proposition de règlement susmentionnée.

Les représentantes du Ministère font distribuer, séance tenante, trois fiches d'une présentation faite à ce sujet par la Commission européenne, fiches jointes au présent procès-verbal.

- Contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité

Monsieur le Président juge comme évident que la proposition présentée satisfait aux principes de subsidiarité et de proportionnalité ancrés dans l'article 5 du traité sur l'Union européenne.

Débat :

Lors du débat qui s'ensuit, les députés discutent principalement sur les conséquences financières du « Brexit » sur le programme présenté et l'évolution du budget de l'Union européenne en général, ainsi que la cohérence des initiatives législatives de la Commission européenne à l'instar du règlement européen relatif à la protection des données² qui vient d'entrer en vigueur et les exigences de transparence auxquelles elle a soumis le secteur bancaire.

² Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la

6. Divers (ordre du jour de la prochaine réunion)

La Commission de l'Economie est informée qu'un projet de règlement grand-ducal,³ de son domaine de compétences, vient d'être déposé à la Chambre des Députés, afin d'obtenir l'aval de la Conférence des Présidents, qui, elle, sollicitera l'avis de la Commission de l'Economie.

Il est décidé de porter ce projet de règlement grand-ducal encore à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Commission de l'Economie.

La prochaine réunion est fixée au jeudi 19 juillet 2018 à 13.30 heures.

Luxembourg, le 13 juillet 2018

Le Secrétaire-administrateur,
Timon Oesch

Le Président de la Commission de l'Economie,
Franz Fayot

Annexe :

- Fiches d'une présentation *PowerPoint*, 3pp..

libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE).

³ Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2000 transposant la directive 98/41/CE du Conseil du 18 juin 1998 relative à l'enregistrement des personnes voyageant à bord de navires à passagers opérant à destination ou au départ de ports d'États membres de la Communauté (doc. parl. 7342).

Establishing a new programme

Selection of Scope

1. Interoperability solutions and common frameworks for European public administrations, businesses and citizens as a means for modernising the public sector (ISA² programme)
2. Implementation and Development of Single Market for Financial Services
3. European Statistical Programme (ESP)
4. Standards in the field of financial reporting and auditing
5. Enhancing the involvement of consumers and other end-users in Union policy-making in financial services (ICFS)
6. Company Law prerogative
7. Consumer Programme and the consumer and contract law part of the Rights Equality and Citizenship programme (REC)
8. Internal market: Governance tools
9. Internal market: Support to Standardisation activities
10. Internal market: operation and development of the internal market for Goods, Services and Public Procurement
11. COSME
12. Health programme
13. CFF for food chain (the Food Chain Programme)
14. Customs and tax policy development support budget line

Actions under current MFF

Activity	Objective in new Programme
Implementation and Development of Single Market for Financial Services	Art. 3(2)(a)
European Statistical Programme (ESP)	Art. 3(2)(f)
Standards in the field of financial reporting and auditing	Art. 3(2)(c)
Enhancing the involvement of consumers and other end-users in Union policy-making in financial services (ICFS)	Art. 3(2) (d)
Company Law prerogative	Art. 3(2)(a)
Consumer Programme and the consumer and contract law part of the Rights Equality and Citizenship programme (REC)	Art. 3(2)(d)
Internal market: Governance tools	Art. 3(2)(a)
Internal market: Support to Standardisation activities	Art. 3(2)(c)
Internal market: Operation and development of the internal market for Goods, Services and Public Procurement	Art. 3(2)(a)
COSME (Financial and non-financial instruments)	Art. 3(2)(b)
CFF for food chain (the Food Chain Programme)	Art. 3(2)(e)
Customs and tax policy development support budget line	Art. 3(2)(a)

Programme Structure

Prerogatives, administrative support expenditure & new competition proposal

CFF for
food Chain

Standards
in the field
of financial
reporting
and
auditing

Enhancing
the involve-
ment of
consumers
and other
end-users
in union
policy
making in
financial
services

Internal
Market
budget line
– Support
to
standardisa-
tion
activities

Consumer
Programme

European
statistical
programme

EU
programme
for the
Competitive-
ness of
SMEs
(COSME)

28



Commission de l'Economie

Procès-verbal de la réunion du 5 juillet 2018

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 7 et 27 juin 2018
2. 7169 Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique
- Rapporteur : Madame Tess Burton

- Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat
3. 7235 Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013

- Désignation d'un rapporteur
- Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'Etat
4. COM(2018)447 Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme spatial de l'Union et l'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial et abrogeant les règlements (UE) n° 912/2010, (UE) n° 1285/2013, (UE) n° 377/2014 et la décision no 541/2014/UE

- Présentation de la proposition
- Contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité
5. Divers (réunion avec Monsieur le Ministre de l'Economie)

*

Présents : Mme Diane Adehm, M. Gérard Anzia, M. André Bauler, M. Gilles Baum remplaçant Mme Simone Beissel, Mme Tess Burton, Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, M. Claude Haagen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Laurent Mosar, M. Roy Reding

M. Marc Serres, M. Luis Soares, du Ministère de l'Economie

M. Timon Oesch, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Emile Eicher, M. Félix Eischen, M. Léon Gloden

*

Présidence : M. Franz Fayot, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 7 et 27 juin 2018

Les projets de procès-verbal susmentionnés sont approuvés.

2. 7169 Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

- Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat

Le représentant du Ministère informe que dans son dernier avis complémentaire, le Conseil d'Etat exprime quatre propositions qui concernent deux articles (articles 1^{er}, point 2^o, et 10, paragraphe 1^{er}). L'orateur recommande à la commission qu'elle fasse siennes ces observations. Il signale encore que par cet avis, le Conseil d'Etat lève également son opposition formelle exprimée dans son avis complémentaire à l'encontre de l'article 19 des amendements parlementaires.

Monsieur le Président constate que la Commission de l'Economie peut désormais procéder à la rédaction de son projet de rapport qu'il propose de porter à l'ordre du jour de sa prochaine réunion.

3. 7235 Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013

- Désignation d'un rapporteur

La Commission de l'Economie désigne son président, Monsieur Franz Fayot, comme rapporteur.

- Présentation du projet de loi

Notant que ce projet de loi a été déposé le 23 janvier de l'année courante par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, Monsieur le Président-Rapporteur invite le représentant du Ministère à expliquer non pas son objet qui résulte à suffisance de son intitulé, mais la raison d'être de cet Accord de coopération que la

Chambre des Députés est appelée à approuver.

Pour l'exposé qui suit, il est renvoyé à celui joint à l'article unique du document de dépôt.

Débat :

- **Accord type et autres accords.** Il est confirmé que l'Accord de coopération à approuver constitue en quelque sorte un accord type, puisque l'Union européenne a déjà signé un accord tout à fait similaire à ce sujet avec la Norvège, également membre de l'ESA, mais non de l'Union européenne. Les différences de ces deux accords résultent notamment des particularités de ces deux Etats. La Norvège dispose ainsi de certains équipements spécifiques dans sa région polaire qui contribuent à la gestion du système.

Actuellement, des accords avec d'autres Etats dans ce domaine ne sont pas en négociation, mais ne sont pas à exclure. Ainsi, un accord à ce sujet est susceptible de s'imposer avec la Grande-Bretagne du fait du « Brexit ».

Il est encore précisé que la Commission européenne gère une série d'accords avec des organisations ou des Etats tiers traitant surtout de l'échange de données dans ce domaine, mais ce genre d'accords n'est pas de nature à faire l'objet d'une approbation par les parlements nationaux ;

- **Complémentarité des systèmes.** Quant à la complémentarité des systèmes évoquée (voir infra), il est renvoyé à l'exemple de la navigation aérienne. Aujourd'hui, en raison de risques manifestes, le signal GPS n'est employé qu'en tant que complément d'information. La couverture planétaire du système Galileo une fois assurée, l'aviation disposera d'un second signal fiable et le système des signaux de localisation par satellites sera donc redondant, ce qui permettra de développer davantage les applications de vol automatisé. Un grand nombre d'aéroports en Europe se sont déjà rendus compatibles avec le système EGNOS¹.

Par ailleurs, une coopération entre les Etats ou groupements d'Etats qui ont développé ou développent pareils systèmes de navigation existe. Les groupes de travail respectifs veillent à ce que l'interopérabilité des systèmes développés soit garantie ;

- **Protection des données.** Il est donné à considérer que la problématique de la protection des données n'existe pas au niveau des systèmes mis à disposition du public, mais au niveau des applications développées qui recourent à ces systèmes ;
- **Space resources.** Il est expliqué qu'aucun lien direct n'existe en ce qui concerne les accords de coopération évoqués avec

¹ Ce système se base sur une série de stations au sol réparties dans toute l'Europe qui corrigent le signal envoyé par satellite et retransmettent un signal précisé, capté par un receveur compatible. Par l'intermédiaire de la société SES, le Luxembourg joue également un rôle non seulement dans ce système, mais également dans la société *Spaceopal*, opérateur du système Galileo.

l'initiative du Grand-Duché qui vise l'exploitation des ressources de l'espace ;

- **Suisse et ESA.** Il est confirmé que la Suisse est membre à part entière de l'*European Space Agency* (ESA) et a, à ce titre, contribué au développement du système européen de navigation par satellites.² L'Accord lui permet, et donc également à son industrie, de participer aux et de bénéficier des services développés par l'Union européenne sur base du programme GNSS. En contrepartie, la Suisse versera une contribution financière annuelle de quelque 20 millions d'euros ;
- **Utilité et opérabilité de Galileo.** Il est précisé que le système de navigation Galileo est opérationnel depuis la fin de l'année 2016.³ Depuis, l'industrie a multiplié ses efforts de développement d'applications afférentes. Les portables GSM des récentes générations sont déjà munis d'une puce compatible avec le système Galileo. L'utilisateur final ignore sur base de quels signaux satellitaires l'application respective a calculé son positionnement, sa distance parcourue ou d'autres informations. En général et dans l'intérêt d'une plus grande précision, ces applications combinent dans leur analyse les deux signaux (européen et américain). Une discrimination du signal de l'un ou de l'autre système par les producteurs de puces ou les développeurs d'applications ne peut être confirmée et ne ferait, par ailleurs, aucun sens.

Le représentant du Ministère rappelle que le système Galileo comporte, à côté du signal ouvert⁴ similaire à celui du GPS, les autres services suivants : commercial – sur une fréquence différente ; de recherche et de sauvetage ; et régulé⁵. C'est ce dernier service qui est destiné exclusivement à des autorités publiques, si elles disposent de l'autorisation par le Gouvernement respectif. Ces signaux sont destinés pour des applications plus sensibles qui requièrent un haut niveau de continuité du service. Le premier bénéficiaire de ce service seront les armées des Etats membres, mais également d'autres forces de l'ordre public. C'est précisément ce service qui n'est pas encore opérationnel. Jusqu'à ce que tous les satellites requis soient positionnés et la densité des signaux soit suffisante, les responsables tablent sur l'année 2020 ou 2021 ;

- **Precision farming.** Il est expliqué que la précision requise de quelques centimètres sur le sol pour les applications dite du « precision farming » ne peut être atteinte en recourant au seul système Galileo. Pour y parvenir, ces signaux doivent toujours être précisés par des systèmes régionaux comme le système EGNOS. Pour de telles applications, il s'agit donc toujours

² Programme GNSS (*Global Navigation Satellite Systems*) qui se décline en deux composantes, Galileo (semblable au système US-Américain GPS) et EGNOS (*European Geostationary Navigation Overlay Service*, système régional plus précis qui fonctionne seulement sur l'espace européen).

³ Sans qu'au 15 décembre 2016, la couverture de l'ensemble de la planète ait déjà été assurée.

⁴ *Open Service* (OS)

⁵ *Public Regulated Service* (PRS)

d'une combinaison de signaux qui est nécessaire ;

- **Signaux satellitaires à commercialiser.** Il est confirmé que la mise à disposition du « commercial service » devait initialement avoir lieu que sur base payante. Cette idée semble dépassée, puisque d'autres Etats ou organisations sont en train de mettre en place des services similaires à destination d'opérateurs commerciaux, mais avec l'intention de les mettre à disposition gratuitement. Ledit service, développé dans le cadre du programme Galileo, n'est pas encore opérationnel.

- Examen de l'avis du Conseil d'Etat

Ni le texte de l'Accord, ni le texte de l'article unique n'appellent une observation de la part du Conseil d'Etat.

Partant, Monsieur le Président-Rapporteur dit vouloir présenter son projet de rapport lors de la prochaine réunion de la Commission de l'Economie.

4. COM(2018)447 Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme spatial de l'Union et l'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial et abrogeant les règlements (UE) n° 912/2010, (UE) n° 1285/2013, (UE) n° 377/2014 et la décision no 541/2014/UE

- Présentation de la proposition

Le représentant du Ministère explique que l'objet principal de la proposition sous rubrique est d'assurer la continuité des programmes spatiaux existants et donc également celle des programmes expliqués davantage lors du précédent point à l'ordre du jour. Le programme proposé couvre la période des années 2021 à 2027 et prévoit un budget de 16 milliards d'euros, ce qui correspond à une augmentation de 30% par rapport à la période actuelle.

Il est ajouté que la majeure partie de ce budget sert à financer les activités existantes et bien connues, comme GNSS et Copernicus. Seulement un demi-milliard d'euros de cette somme est dédié aux nouvelles activités spatiales (volets SSA⁶ et GovSatCom⁷).

Pour la suite de la présentation, il est renvoyé à l'exposé des motifs joint à la proposition de règlement COM(2018)447.

- Contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité

Le représentant du Ministère précise que le Gouvernement n'a pas d'objections à la proposition présentée par la Commission

⁶ *Space Situational Awareness*

⁷ *Governmental Satellite Communications*

européenne en ce qui concerne sa conformité aux principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Monsieur le Président dit partager cette appréciation. Il considère ce programme spatial et les « infrastructures » publiques spatiales ainsi mises à disposition de l'économie et des citoyens européens comme un exemple concret de la valeur ajoutée de l'action de l'Union européenne.

Débat :

- **High performance computing.** Il est ajouté que dans le secteur spatial le Ministère de l'Economie réfléchit également sur de possibles synergies avec son initiative dans le domaine du *High performance computing*. La grande masse de données générées dans le domaine spatial doit également pouvoir être traitée de manière efficiente ;
- **Incidence sur la politique spatiale du Luxembourg.** Il est précisé que déjà les activités existantes de l'Union européenne en la matière ont un impact positif pour le Luxembourg.⁸

En ce qui concerne le programme Copernicus, une série d'entreprises s'appuient sur les données fournies par ce programme. Il s'agit du programme spatial européen qui, actuellement, génère le plus de données. C'est dans ce contexte que le Luxembourg mettra en place un « Collaborative ground segment ». Cette infrastructure sert au stockage de certaines données émanant du système Copernicus, dont le centre se situe en Italie. Les données qui seront stockées sont d'un intérêt direct pour des entreprises luxembourgeoises et cette infrastructure publique permet de leur garantir un accès privilégié à ces informations (rapidité et confort plus élevés). Ce « ground segment » devrait être opérationnel en automne de cette année.

La nouvelle activité GovSatCom représente une réelle opportunité pour le Luxembourg. L'initiative de l'Union européenne entend s'appuyer sur des infrastructures ou capacités existantes au sein de ses Etats membres – qu'elles soient privées ou publiques.⁹

Une autre opportunité pourrait naître du fait que le Luxembourg participe activement au site spatial de Redu en région Wallone. La Station de poursuite de Redu pourrait, en effet, jouer un rôle dans la gestion des dites nouvelles capacités ;

- **« Space Lamesch ».** Renvoyant à la problématique croissante de déchets dans l'espace, un intervenant s'intéresse à de possibles « start ups » susceptibles de

⁸ Voir supra, première note de bas de page.

⁹ Il faut savoir que l'Etat luxembourgeois, en partenariat avec la société SES, vient de placer en orbite un satellite de télécommunication destiné exclusivement à des utilisateurs du gouvernement et de la défense. GovSat-1 est opérationnel depuis le 19 mars 2018. Il s'agit d'un satellite multi-missions, hautement sécurisé avec commande et contrôle cryptés et capacités anti-brouillage.

recycler ces objets souvent en matières rares ou précieuses s'il s'agit, par exemple, de satellites désaffectés. Il est donné à considérer qu'il s'agit également d'une question touchant à la sécurité des activités spatiales. Une cartographie / un catalogue de ces débris en orbite, dressé(e) par les Etats-Unis, existe déjà. Le programme évoqué qui est envisagé par l'Union européenne ne permettra pas directement de contribuer à pareilles activités économiques extra-terrestres. L'initiative luxembourgeoise d'exploitation des ressources de l'espace est, toutefois, ouverte à pareils plans commerciaux et susceptible de les appuyer ;

- **SSA.** Il est expliqué que le Luxembourg, ne disposant pas des facultés requises dans ce domaine, ne participe pas au programme d'observation et de suivi d'objets dans l'espace. Ledit programme vise à fédérer des infrastructures nationales destinées à l'observation de l'espace (radars, télescopes etc.). Toutefois, si ce programme était effectivement retenu, une opportunité saurait se présenter dans ce domaine et ceci plus précisément en ce qui concerne la détection d'objets géocroiseurs, potentiellement intéressants d'un point de vue des ressources qu'ils transportent. Disposer d'une cartographie de ces objets saurait être utile à l'initiative « space resources ».

5. Divers (réunion avec Monsieur le Ministre de l'Economie)

Renvoyant à la réunion du 27 juin 2018,¹⁰ les représentants du groupe parlementaire CSV souhaitent savoir si l'échange de vues proposé avec les ministres en charge de l'Environnement et de l'Economie au sujet des dossiers Google et Knauf aura bien lieu.

Monsieur le Président répond qu'après concertation avec les deux ministres visés, la majorité gouvernementale maintient sa position jugeant une nouvelle réunion à ce sujet sans valeur ajoutée aucune, même dans un format réduit.

Donnant à considérer que son groupe juge peu propice de traiter pareils dossiers en séance publique et soulignant s'intéresser au fond même desdits dossiers, le porte-parole du groupe CSV expose la proposition alternative suivante : suite à la réunion d'information annoncée par Monsieur le Ministre pour les résidents de la commune de Bissen en septembre prochain, Monsieur le Ministre informera également la Commission de l'Economie des plus récents développements en ce qui concerne le projet d'implantation de Google.

Monsieur le Président dit vouloir informer Monsieur le Ministre de l'Economie de cette nouvelle demande en vue d'organiser une pareille réunion.

¹⁰ Voir procès-verbal de la réunion de la Commission de l'Economie du 27 juin 2018, point « Divers ».

Luxembourg, le 11 juillet 2018

Le Secrétaire-administrateur,
Timon Oesch

Le Président de la Commission de l'Economie,
Franz Fayot

7235



Loi du 17 août 2018 portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 24 juillet 2018 et celle du Conseil d'État du 27 juillet 2018 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique.

Est approuvé l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,
Jean Asselborn*

Cabasson, le 17 août 2018.
Henri

*Le Ministre de l'Économie,
Étienne Schneider*

Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013

L'UNION EUROPÉENNE

et

LE ROYAUME DE BELGIQUE,
LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE,
LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,
LE ROYAUME DE DANEMARK,
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,
LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,
L'IRLANDE,
LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,
LE ROYAUME D'ESPAGNE,
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
LA RÉPUBLIQUE CROATE,
LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,
LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,
LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,
LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,
LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,
LA HONGRIE,
LA RÉPUBLIQUE DE MALTE,
LE ROYAUME DES PAYS-BAS,
LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,
LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,
LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,
LA ROUMANIE,
LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,
LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,
LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,
LE ROYAUME DE SUÈDE,
LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

Parties contractantes au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ci-après dénommés "États membres", d'une part,

et

la CONFÉDÉRATION SUISSE, ci-après dénommée "Suisse", d'autre part,
ci-après dénommés "partie" ou "parties",

CONSIDÉRANT l'intérêt mutuel pour le développement d'un système mondial de navigation par satellite (ci-après dénommé "GNSS" pour Global Navigation Satellite Systems) spécifiquement conçu pour des usages civils,

RECONNAISSANT l'importance des programmes GNSS européens pour leur contribution à l'infrastructure de navigation et d'information dans l'Union européenne et en Suisse,

CONSIDÉRANT le développement croissant des applications GNSS dans l'Union européenne, en Suisse et dans d'autres régions du monde,

CONSIDÉRANT l'intérêt commun pour une coopération à long terme entre l'Union européenne, ses États membres et la Suisse dans le domaine de la navigation par satellite,

RECONNAISSANT l'étroite participation de la Suisse aux programmes Galileo et EGNOS depuis leurs phases de définition,

CONSIDÉRANT les résolutions du Conseil "Espace", notamment celle sur la "politique spatiale européenne" adoptée le 22 mai 2007, et celle sur le thème "Faire progresser la politique spatiale européenne" adoptée le 29 septembre 2008, qui reconnaissent l'Union européenne, l'Agence spatiale européenne (ci-après dénommée "ESA") et leurs États membres respectifs comme les trois principaux acteurs de la politique spatiale européenne, ainsi que la résolution "Défis mondiaux : tirer pleinement parti des systèmes spatiaux européens" adoptée le 25 novembre 2010, qui invite la Commission européenne et l'ESA à faciliter, pour les États membres qui ne sont pas membres à la fois de l'Union européenne et de l'ESA, la participation à toutes les phases des programmes entrepris en collaboration,

CONSIDÉRANT la communication de la Commission du 4 avril 2011 intitulée "Vers une stratégie spatiale de l'Union européenne au service du citoyen",

DÉSIREUX d'établir formellement une collaboration étroite portant sur tous les aspects des programmes GNSS européens,

RECONNAISSANT l'intérêt que la Suisse porte à tous les services GNSS fournis par EGNOS et Galileo, notamment au service public réglementé (ci-après dénommé "PRS" pour Public Regulated Service),

CONSIDÉRANT l'accord de coopération scientifique et technique conclu le 25 juin 2007 entre la Communauté européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part,

RECONNAISSANT l'accord du 28 avril 2008 entre la Confédération suisse et l'Union européenne sur les procédures de sécurité pour l'échange d'informations classifiées (ci-après dénommé "accord de sécurité"),

CONSIDÉRANT les avantages inhérents à un niveau de protection des GNSS européens et de leurs services équivalent sur les territoires des parties,

RECONNAISSANT les obligations des parties en vertu du droit international, notamment celles qui incombent à la Suisse en sa qualité d'État neutre permanent,

RECONNAISSANT que le règlement (CE) n° 683/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 relatif à la poursuite de la mise en œuvre des programmes européens de radionavigation par satellite (EGNOS et Galileo)⁽¹⁾ dispose que la Communauté européenne est propriétaire de tous les biens corporels ou incorporels créés ou mis au point dans le cadre des programmes GNSS européens tels que définis par ledit règlement,

CONSIDÉRANT le règlement (UE) n° 912/2010 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2010 établissant l'Agence du GNSS européen⁽²⁾,

CONSIDÉRANT la décision n° 1104/2011/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 relative aux modalités d'accès au service public réglementé offert par le système mondial de radionavigation par satellite issu du programme Galileo⁽³⁾,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

(1) JOUE L 196 du 24.7.2008, p. 1.

(2) JOUE L 276 du 20.10.2010 p. 11.

(3) JOUE L 287 du 4.11.2011, p. 1.

PARTIE I.
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1

Objectif

1. L'objectif du présent accord est d'encourager, de faciliter et de renforcer la coopération à long terme entre les parties dans le domaine de la navigation par satellite sous contrôle civil, et ce notamment par la participation de la Suisse aux programmes GNSS européens.

2. La forme et les conditions de la participation de la Suisse aux programmes sont fixées dans le présent accord.

ARTICLE 2

Définitions

Aux fins du présent accord, on entend par :

1. "systèmes mondiaux de navigation par satellite européens" (GNSS européens), les systèmes créés par le programme Galileo et le système européen de navigation par recouvrement géostationnaire (EGNOS) ;
2. "extensions", des mécanismes régionaux ou locaux tels que EGNOS, qui permettent aux utilisateurs de GNSS mondiaux d'obtenir de meilleures performances, notamment sur le plan de la précision, de la disponibilité, de l'intégrité et de la fiabilité ;
3. "Galileo", un système autonome européen de navigation et de synchronisation par satellite à couverture mondiale, placé sous contrôle civil et destiné à fournir des services GNSS conçus et développés par l'Union européenne, l'ESA et leurs États membres respectifs. L'exploitation de Galileo peut être cédée à un organe privé. Galileo vise à offrir un service ouvert, un service commercial, un service de sauvegarde de la vie et un service de recherche et de sauvetage, ainsi qu'un service public réglementé sécurisé à accès restreint spécifiquement conçu pour répondre aux besoins d'utilisateurs autorisés du secteur public ;
4. "éléments locaux Galileo", des mécanismes locaux qui fournissent aux utilisateurs de Galileo des signaux de navigation et de synchronisation par satellite avec des informations d'entrée qui s'ajoutent aux informations provenant de la constellation principale en service. Des éléments locaux peuvent être déployés pour obtenir des performances supplémentaires dans les alentours des aéroports et des ports maritimes, en milieu urbain ou dans les autres environnements désavantagés par leurs caractéristiques géographiques. Galileo fournira des modèles génériques pour les éléments locaux ;
5. "équipement de navigation, de localisation et de synchronisation à couverture mondiale", tout équipement destiné à un utilisateur final civil et conçu pour transmettre, recevoir ou traiter des signaux de navigation ou de synchronisation par satellite en vue de fournir un service, ou de fonctionner avec une extension régionale ;
6. "service public réglementé" (PRS), un service fourni par le système issu du programme Galileo, réservé aux utilisateurs autorisés par les autorités publiques, pour les applications sensibles qui exigent un contrôle d'accès efficace et un niveau élevé de continuité du service ;
7. "mesure réglementaire", toute loi, réglementation, politique, règle, procédure, décision ou action administrative similaire d'une des parties ;
8. "interopérabilité", l'aptitude des systèmes mondiaux et régionaux de navigation par satellite et des extensions, ainsi que des services qu'ils fournissent, à être utilisés ensemble pour fournir, au niveau de l'utilisateur, des capacités meilleures que celles qui seraient obtenues en utilisant uniquement le service ouvert d'un seul système ;
9. "propriété intellectuelle", la notion définie à l'article 2, point viii), de la convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, signée à Stockholm le 14 juillet 1967 ;

10. "information classifiée", une information, sous quelque forme que ce soit, qui nécessite une protection contre une divulgation non autorisée susceptible de nuire, à des degrés divers, aux intérêts essentiels, y compris de sécurité nationale, des parties ou d'un État Membre. Sa classification est indiquée par une marque de classification. Une telle information est classifiée par les parties en accord avec les lois et règlements applicables et doit être protégée contre toute perte de confidentialité, d'intégrité et de disponibilité.

ARTICLE 3

Principes de la coopération

Les parties mènent les activités de coopération régies par le présent accord dans le respect des principes suivants :

1. l'avantage mutuel basé sur un équilibre global des droits et des obligations, y compris les contributions et l'accès à tous les services conformément à l'article 15 ;
2. les possibilités réciproques de prendre part à des activités de coopération dans le cadre de projets GNSS de l'Union européenne et de la Suisse ;
3. l'échange en temps opportun des informations susceptibles d'avoir une incidence sur les activités de coopération ;
4. la protection appropriée et effective des droits de propriété intellectuelle, comme il est indiqué à l'article 9 ;
5. la liberté de fournir des services de navigation par satellite sur les territoires des parties ;
6. le commerce sans restriction de produits GNSS européens sur les territoires des parties.

PARTIE II DISPOSITIONS RELATIVES À LA COOPÉRATION

ARTICLE 4

Activités de coopération

1. Les secteurs ouverts aux activités de coopération en matière de navigation et de synchronisation par satellite sont les suivants : spectre radioélectrique, recherche et formation scientifiques, passation de marchés, coopération industrielle, droits de propriété intellectuelle, contrôle des exportations, développement du commerce et du marché, normes, certification et mesures réglementaires, sécurité, échange d'informations classifiées, échanges de personnel et accès aux services. Les parties ont la possibilité de modifier cette liste de secteurs conformément à l'article 25.
2. Le présent accord ne porte pas atteinte à l'autonomie institutionnelle de l'Union européenne pour ce qui est de la réglementation des programmes GNSS européens ni à la structure établie par l'Union européenne aux fins de l'exploitation de ces programmes. L'accord ne porte pas non plus atteinte aux mesures réglementaires applicables qui mettent en œuvre des engagements de non#prolifération, le contrôle à l'exportation et le contrôle des transferts intangibles de technologie. Il ne porte pas non plus atteinte aux mesures touchant la sécurité nationale.
3. Sous réserve de leurs dispositions réglementaires applicables, les parties favorisent, dans toute la mesure du possible, les activités de coopération menées en vertu du présent accord, en vue de fournir des possibilités comparables de participation à leurs activités dans les secteurs énumérés au paragraphe 1.

ARTICLE 5

Spectre radioélectrique

1. Les parties poursuivent la coopération et l'assistance réciproque en matière de spectre radioélectrique au sein de l'Union internationale des télécommunications (ci-après dénommée "UIT"), en tenant compte du "Memorandum of Understanding on the Management of ITU filings of the Galileo radio-navigation satellite service system" signé le 5 novembre 2004.

2. Les parties échangent des informations sur les demandes de fréquences et protègent les attributions de fréquences appropriées pour Galileo afin d'assurer l'accessibilité des services Galileo au profit des utilisateurs du monde entier, notamment en Suisse et dans l'Union européenne.
3. Afin de protéger le spectre de radionavigation contre les perturbations et les interférences, les parties déterminent les sources d'interférences et cherchent des solutions mutuellement acceptables pour lutter contre ces interférences.
4. Rien dans le présent accord ne peut être interprété comme dérogeant aux dispositions applicables de l'UIT, notamment aux règlements des radiocommunications de l'UIT.

ARTICLE 6

Recherche et formation scientifiques

1. Les parties encouragent les activités communes de recherche et de formation dans le domaine des GNSS européens au moyen de programmes de recherche de l'Union européenne et de la Suisse et d'autres programmes de recherche pertinents des parties. Les activités conjointes de recherche contribuent à la planification de l'évolution future des GNSS européens.
2. Les parties définissent le mécanisme qui permettra de garantir des contacts fructueux et une participation efficace aux programmes de recherche pertinents.

ARTICLE 7

Marchés publics

1. En ce qui concerne les acquisitions relatives aux programmes GNSS européens, les parties appliquent leurs engagements au titre de l'accord sur les marchés publics (ci-après dénommé "AMP") de l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommée "OMC"), ainsi qu'au titre de l'accord du 21 juin 1999 entre la Communauté européenne et la Confédération suisse sur certains aspects des marchés publics.
2. Sans préjudice de l'article XXIII de l'AMP (article III de l'AMP révisé), les entités suisses ont le droit de participer à la passation des marchés pour la fourniture de services liés aux programmes GNSS européens.

ARTICLE 8

Coopération industrielle

Les parties encouragent et soutiennent la coopération entre leurs industries, y compris par le biais d'entreprises communes et d'une participation suisse à des associations industrielles européennes, ainsi que d'une participation de l'Union européenne à des associations industrielles suisses, afin d'assurer le bon fonctionnement des systèmes européens de navigation par satellite et de promouvoir l'utilisation et le développement des applications et services Galileo.

ARTICLE 9

Droits de propriété intellectuelle

Pour faciliter la coopération industrielle, les parties accordent et assurent une protection adéquate et effective des droits de propriété intellectuelle dans les domaines et secteurs ayant un rapport avec la mise au point et l'exploitation des GNSS européens, conformément aux normes internationales les plus élevées établies par l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) de l'OMC, y compris en prévoyant des moyens efficaces permettant d'assurer le respect de ces normes.

ARTICLE 10

Contrôle des exportations

1. Afin de garantir l'application, entre les parties, d'une politique uniforme de contrôle des exportations et de non-prolifération en ce qui concerne les programmes GNSS européens, la Suisse adopte et applique, en

temps voulu, dans sa juridiction et conformément à sa législation et à ses procédures nationales, des mesures de contrôle des exportations et de non-prolifération des technologies, données et biens spécifiquement conçus ou modifiés pour les programmes GNSS européens. Ces mesures assurent un niveau de contrôle des exportations et de non-prolifération équivalent à celui qui existe dans l'Union européenne.

2. S'il survient un événement pour lequel un niveau équivalent de contrôle des exportations et de non-prolifération tels qu'ils sont visés au paragraphe 1 du présent article ne peut pas être atteint, la procédure de l'article 22 s'applique.

ARTICLE 11

Développement du commerce et du marché

1. Les parties encouragent les échanges commerciaux, au sein de l'Union européenne et en Suisse, liés aux infrastructures de navigation par satellite et aux équipements de navigation, de localisation et de synchronisation à couverture mondiale, y compris les éléments locaux de Galileo et les applications en rapport avec les programmes GNSS européens, ainsi que les investissements y afférents.

2. Aux fins du paragraphe 1, les parties font mieux connaître au public les activités du programme Galileo dans le domaine de la navigation par satellite, identifient les obstacles susceptibles d'entraver la croissance des applications GNSS et prennent les mesures appropriées pour faciliter une telle croissance.

3. Pour identifier les besoins des utilisateurs et y répondre efficacement, les entités des parties peuvent utiliser le futur forum des utilisateurs des GNSS.

4. Le présent accord n'affecte pas les droits et les obligations des parties découlant de l'accord instituant l'OMC.

ARTICLE 12

Normes, certification et mesures réglementaires

1. Reconnaissant l'intérêt de coordonner les approches au sein des instances internationales de normalisation et de certification en ce qui concerne les services mondiaux de navigation par satellite, les parties conviennent, en particulier, de soutenir conjointement le développement de normes Galileo et EGNOS et de promouvoir leur application dans le monde entier, en insistant sur l'interopérabilité avec d'autres GNSS.

L'un des objectifs de ladite coordination est de promouvoir une utilisation étendue et novatrice des services Galileo comme norme mondiale de navigation et de synchronisation pour des finalités diverses : service ouvert, service commercial, service de sauvegarde de la vie. Les parties instaurent des conditions favorables au développement des applications Galileo.

2. Afin de promouvoir et de mettre en œuvre les objectifs du présent accord, les parties coopèrent, le cas échéant, sur toutes les questions concernant les GNSS qui se posent notamment dans le cadre de l'Organisation de l'aviation civile internationale, de l'Organisation maritime internationale et de l'UIT.

3. Les parties veillent à ce que les mesures relatives aux normes techniques, à la certification et aux exigences et procédures d'autorisation concernant les GNSS européens ne constituent pas des entraves inutiles aux échanges commerciaux. Les exigences nationales sont fondées sur des critères transparents, objectifs, non discriminatoires et préalablement établis.

4. Les parties prennent les mesures réglementaires nécessaires pour permettre l'entière utilisation des récepteurs et des éléments terrestres et spatiaux Galileo sur les territoires relevant de leur juridiction. À cet égard, la Suisse réserve à Galileo, sur le territoire relevant de sa juridiction, un traitement qui n'est pas moins favorable que celui accordé à tout autre système offrant des services de radionavigation par satellite comparables.

ARTICLE 13

Sécurité

1. Afin de protéger les programmes GNSS européens contre les menaces telles que les abus, les interférences, les perturbations et les actes de malveillance, les parties prennent toutes les mesures

réalisables pour assurer la continuité, la sûreté et la sécurité des services de navigation par satellite ainsi que de l'infrastructure et des actifs essentiels correspondants sur leur territoire, sans préjudice de l'article 4, paragraphe 2.

2. Aux fins du paragraphe 1, la Suisse adopte et applique en temps voulu, dans sa juridiction et conformément à sa législation et à ses procédures nationales, des mesures qui assurent un niveau de sécurité et de sûreté équivalent à celui qui existe dans l'Union européenne en ce qui concerne la protection, le contrôle et la gestion des actifs, des informations et des technologies sensibles des programmes GNSS européens face aux menaces et à la divulgation non souhaitée.

3. S'il survient un événement pour lequel un niveau de sécurité et de sûreté équivalent tel qu'il est visé au paragraphe 2 du présent article ne peut pas être atteint, la procédure de l'article 22 s'applique.

ARTICLE 14

Échanges d'informations classifiées

1. L'échange et la protection des informations classifiées de l'Union européenne s'effectuent conformément à l'accord sur la sécurité et à ses modalités d'application.

2. La Suisse peut échanger des informations classifiées portant une marque de classification nationale et concernant les programmes GNSS européens avec les États membres avec lesquels elle a conclu des accords bilatéraux à cet effet.

3. Les parties s'efforcent de mettre en place un cadre juridique complet et cohérent qui permet des échanges d'informations classifiées relatives au programme Galileo entre toutes les parties.

ARTICLE 15

Accès aux services

La Suisse a accès à tous les services GNSS européens faisant l'objet du présent accord, ainsi qu'au PRS faisant l'objet d'un accord distinct.

La Suisse a manifesté un intérêt pour le PRS, qu'elle considère comme un élément important de sa participation aux programmes GNSS européens. Les parties s'efforcent de conclure un accord sur le PRS afin d'assurer la participation suisse au PRS dès qu'une demande à cet effet est présentée par la Suisse et dès que la procédure prévue à l'article 218 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne est achevée.

ARTICLE 16

Participation à l'Agence du GNSS européen

La Suisse a le droit de participer à l'Agence du GNSS européen dans les conditions qui doivent être fixées dans un accord entre l'Union européenne et la Suisse. Ces négociations commenceront dès qu'une demande à cet effet est présentée par la Suisse et que les procédures nécessaires du côté de l'Union européenne sont achevées.

ARTICLE 17

Participation aux comités

Les représentants de la Suisse sont invités à participer, en qualité d'observateurs, aux comités institués pour la gestion, le développement et la mise en œuvre des activités entreprises dans le cadre des programmes GNSS européens, conformément aux règles et procédures applicables et sans droit de vote. Il s'agit, en particulier, de la participation au comité des programmes GNSS et au conseil pour la sécurité des GNSS, y compris leurs groupes de travail et leurs task forces.

PARTIE III DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 18 Financement

La Suisse contribue au financement des programmes GNSS européens. La contribution de la Suisse est calculée sur la base du facteur de proportionnalité, obtenu en établissant le rapport entre le produit intérieur brut, aux prix du marché, de la Suisse et la somme des produits intérieurs bruts, aux prix du marché, des États membres.

Pour la période 2008-2013, la contribution suisse aux programmes GNSS européens s'élève à 80 050 870 EUR.

Le versement de ce montant s'effectue comme suit :

2013 : 60 000 000 EUR

2014 : 20 050 870 EUR

Pour la période à partir de 2014, le versement de la contribution suisse s'effectue chaque année.

PARTIE IV DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 19

Responsabilité

La Suisse n'étant pas propriétaire des GNSS européens, elle n'encourt aucune responsabilité liée à la propriété.

ARTICLE 20

Comité mixte

1. Il est institué un comité mixte, dénommé "comité GNSS Union européenne/Suisse". Il est constitué de représentants des parties et responsable de la gestion et de la bonne application du présent accord. À cet effet, il formule des recommandations. Il prend des décisions dans les cas prévus par le présent accord, qui sont exécutées par les parties selon leurs propres règles. Les décisions du comité mixte sont prises d'un commun accord.

2. Le comité mixte établit son règlement intérieur, qui contient, entre autres dispositions, les modalités de convocation des réunions, de désignation de son président et de définition du mandat de ce dernier.

3. Le comité mixte se réunit en fonction des besoins. L'Union européenne ou la Suisse peut demander la convocation d'une réunion. Le comité mixte se réunit dans les quinze jours suivant une demande au titre de l'article 22, paragraphe 2.

4. Le comité mixte peut décider de constituer tout groupe de travail ou d'experts qu'il juge apte à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches.

5. Le comité mixte peut décider de modifier l'annexe I.

ARTICLE 21

Consultations

1. Aux fins de la bonne exécution du présent accord, les parties procèdent régulièrement à des échanges d'informations et, à la demande de l'une d'entre elles, se consultent au sein du comité mixte.

2. Les parties se consultent rapidement, à la demande de l'une d'entre elles, sur toute question concernant l'interprétation ou l'application du présent accord.

ARTICLE 22

Mesures de sauvegarde

1. Chaque partie peut, après consultation au sein du comité mixte, prendre les mesures de sauvegarde qui s'imposent, y compris la suspension d'une ou de plusieurs activités de coopération, si elle estime qu'un niveau équivalent de contrôle des exportations ou de sécurité n'est plus assuré entre les parties. Lorsque tout retard risque de compromettre le bon fonctionnement des GNSS, des mesures conservatoires provisoires peuvent être arrêtées, sans consultation préalable, à condition que des consultations soient engagées immédiatement après leur adoption.

2. La portée et la durée des mesures visées au paragraphe 1 sont limitées à ce qui est nécessaire pour régler la situation et assurer un juste équilibre entre les droits et les obligations découlant du présent accord. L'autre partie peut demander au comité mixte d'entamer des consultations sur la proportionnalité de ces mesures. S'il est impossible de régler ce différend dans les six mois, celui-ci peut être soumis à une instance d'arbitrage contraignante par l'une des parties, conformément à la procédure prévue à l'annexe I. Aucune question d'interprétation de dispositions du présent accord qui sont identiques à des dispositions correspondantes du droit de l'Union européenne ne peut être réglée dans ce cadre.

ARTICLE 23

Règlement des différends

Sans préjudice de l'article 22, les différends concernant l'interprétation ou l'application du présent accord sont réglés par voie de consultations au sein du comité mixte.

ARTICLE 24

Annexes

Les annexes du présent accord font partie intégrante de celui-ci.

ARTICLE 25

Révision

Le présent accord peut être modifié et étendu à tout moment par accord mutuel entre les parties.

ARTICLE 26

Dénonciation

1. L'Union européenne ou la Suisse peut dénoncer le présent accord en notifiant sa décision à l'autre partie. Le présent accord cesse d'être applicable six mois après la réception de cette notification.

2. La dénonciation du présent accord ne porte pas atteinte à la validité ou à la durée des éventuelles dispositions convenues dans le cadre dudit accord, ni aux droits et obligations spécifiques établis en matière de propriété intellectuelle.

3. En cas de dénonciation du présent accord, le comité mixte fait une proposition afin de permettre aux parties de régler toute question en suspens ayant des conséquences financières, en tenant compte du principe du *pro rata temporis*.

ARTICLE 27

Entrée en vigueur

1. Le présent accord est approuvé par les parties selon les procédures internes qui leur sont propres. Il entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière notification d'approbation.

2. Nonobstant le paragraphe 1, la Suisse et l'Union européenne, pour ce qui est des éléments du présent accord relevant de la compétence de l'Union européenne, conviennent de l'appliquer provisoirement à compter du premier jour du mois suivant la date de la seconde notification confirmant l'achèvement des procédures nécessaires à cet effet.

Pendant l'application provisoire du présent accord, le comité mixte visé à l'article 20 est constitué de représentants de la Suisse et de l'Union européenne.

3. Le présent accord est conclu pour une période indéterminée.

4. Le présent accord est établi en double exemplaire en langues allemande, anglaise, bulgare, croate, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, chacun de ces textes faisant foi.

Fait à Bruxelles, le dix-huit décembre deux mille treize.

ANNEXE I

PROCÉDURE D'ARBITRAGE

Si un différend est soumis à l'arbitrage, trois arbitres sont désignés, à moins que les parties n'en décident autrement.

Chaque partie désigne un arbitre dans les trente jours.

Les deux arbitres ainsi désignés nomment d'un commun accord un surarbitre qui n'est ressortissant d'aucune des parties. Si les arbitres ne peuvent se mettre d'accord dans un délai de deux mois suivant leur désignation, ils choisissent le surarbitre sur une liste de sept personnes établie par le comité mixte. Le comité mixte établit et tient à jour cette liste conformément à son règlement intérieur.

À moins que les parties n'en décident autrement, le tribunal arbitral fixe lui-même ses règles de procédure. Il prend ses décisions à la majorité.

ANNEXE II**CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA SUISSE
AUX PROGRAMMES GNSS EUROPÉENS**

1. Pour la période 2008-2013, la contribution financière à verser par la Suisse au budget de l'Union européenne afin de participer aux programmes GNSS européens s'établit comme suit (en euros) :

2013	2014
60 000 000	20 050 870

Pour la période à partir de 2014, le versement de la contribution suisse s'effectue chaque année.

2. Le règlement financier applicable au budget général de l'Union⁽¹⁾ et ses règles d'application⁽²⁾ s'appliquent, notamment à la gestion de la contribution de la Suisse.
3. Les frais de voyage et de séjour encourus par les représentants et experts de la Suisse dans le cadre de leur participation à des réunions organisées par la Commission en rapport avec la mise en œuvre des programmes sont remboursés par la Commission sur la même base et suivant les mêmes procédures que celles en vigueur pour les experts des États membres.
4. La Commission adresse à la Suisse un appel de fonds correspondant à sa contribution au budget des programmes, conformément au présent accord.
Cette contribution est exprimée en euros et versée sur un compte bancaire de la Commission libellé en euros.
5. Les modalités de paiement sont les suivantes :
- a) En 2013, à la suite de l'entrée en application provisoire du présent accord, la Suisse verse sa contribution au plus tard trente jours après réception de l'appel de fonds.
 - b) En 2014, la Suisse verse sa contribution (pour la période 2008 à 2013 et pour 2014) au plus tard trente jours après réception de l'appel de fonds. Cet appel de fonds n'est pas envoyé avant le 1^{er} juillet.
 - c) En 2015 et les années suivantes, la Suisse verse sa contribution pour le 1^{er} avril, si l'appel de fonds est reçu par la Suisse au plus tard le 1^{er} mars. Si la Suisse reçoit l'appel de fonds après le 1^{er} mars, elle verse sa contribution au plus tard trente jours après sa réception.

Tout retard dans le versement de la contribution donne lieu au paiement d'intérêts par la Suisse sur le montant restant dû à la date d'échéance. Le taux d'intérêt correspond au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement, tel qu'il est publié au Journal officiel de l'Union européenne, série C, en vigueur le premier jour calendrier du mois de l'échéance, majoré de 3,5 points de pourcentage.

(1) Règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil (JOUE L 298 du 26.10.2012, p. 1).

(2) Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JOUE L 362 du 31.12.2012, p. 1).

